

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1927.

Proposition de loi modifiant la loi sur la milice, le recrutement
et les obligations militaires et réduisant la durée du temps de service.

DÉVELOPPEMENTS.

La proposition de loi relative à la réduction du temps de service, déposée le 23 février 1922 par notre honorable collègue M. Vandervelde, étant devenue caduque par la dissolution du Parlement, nous avons l'honneur de la déposer à nouveau avec quelques modifications de détail, que nous exposerons plus loin.

Nonobstant ces modifications de détail, nous reproduisons intégralement l'Exposé des motifs rédigé alors par M. Émile Vandervelde :

MESSIEURS,

Notre texte reproduit, en l'amendant et le complétant, le texte de la proposition de loi de MM. Mathieu et consorts, du 2 décembre 1920, réduisant la durée du temps de service.

Il ne s'agit plus, aujourd'hui, de mesures transitoires, mais d'un nouveau statut de l'armée, en attendant que notre politique, par l'effort international, ait fait triompher la grande espérance entrevue au lendemain de la guerre : le désarmement général et l'armement de la seule Société des Nations.

C'est en partant de ce point de vue que se trouve exposée ci-après notre conception défensive, basée sur le service à court terme et l'organisation totale de la Nation armée.

La question du temps de service et des charges militaires ne peut être traitée *in abstracto*, sans tenir compte de la situation financière du pays, de l'état politique de l'Europe et des forces militaires qui pourraient nous assaillir.

On a été unanime, à la Commission mixte de 1920, pour admettre le système de la Nation armée : tous les citoyens doivent participer à la défense nationale ; ils doivent y être préparés dès l'âge de 20 ans. C'est un fait acquis. Malgré les préférences de certains pour les armées de métier on ne reviendra plus aux systèmes d'incorporation restreinte d'avant-guerre. Dès lors, il n'est possible d'éviter des charges financières accablantes qu'en limitant au minimum la durée du temps de service.

D'autre part, si malgré nos accords défensifs, la situation politique de l'Europe continue à exiger une organisation solide de la défense nationale, il y aurait une

exagération certaine à prétendre que, pour notre part, les risques de guerre et d'invasion n'ont pas diminué depuis 1914.

Au lieu de l'Allemagne formidablement préparée, attendant le moment de se ruier sur la France, en passant par la Belgique, nous avons devant nous une Allemagne meurtrie, diminuée, refoulée au-delà du Rhin.

On dit, il est vrai, que l'Allemagne monarchique et militaire n'est pas morte; que sous le camouflage des institutions démocratiques elle prépare en secret sa revanche; qu'elle utiliserait, le cas échéant, les 100,000 engagés à long terme du Traité de Versailles, pour encadrer des millions d'hommes dont la plupart ont fait la guerre. Mais pendant la période, précisément, où elle pourrait mettre en ligne ses anciens combattants de 1914-1918, qui ne voit que d'autres éléments indispensables pour faire la guerre lui manqueraient presque complètement.

Si l'on récuse, à cet égard, le témoignage de Ludendorff, dans une interview retentissante que publia naguère le *Matin*, de Paris, peut-être se rendra-t-on aux raisons que faisait valoir récemment M. Recouly, dans la *Revue de France*.

Le désarmement matériel d'un pays, écrit-il, ne peut guère s'effectuer que d'une manière très approximative. Le maréchal Foch, qui s'y connaît, nous le faisait remarquer un jour... L'Allemagne a fini, après bien des résistances, par ramener la Reichswehr au chiffre de 100,000 hommes, fixé par le Traité. Les efforts de son état-major tendent à faire de cette armée le cadre tout préparé dans lequel les réserves viendraient s'insérer. C'est, en d'autres termes, comme un extrait concentré qui, dilué dans une masse plus ou moins grande de réservistes, constituerait une force militaire assez sérieuse. Ici encore, malgré toute notre surveillance, toute notre vigilance, il nous est impossible de supprimer complètement le péril.

Gardons-nous, cependant, d'en exagérer la gravité. La France possède une armée très puissante, admirablement entraînée, conduite par des chefs excellents, ayant fait victorieusement la guerre et profité de ses leçons. Nous occupons pour quinze ans, et pour plus longtemps peut être le Rhin et ses têtes de pont. Comment, dans ses conditions, croire que, à moins qu'elle ne soit prise de folie, l'Allemagne, privée d'artillerie lourde, de tanks, ayant peu d'artillerie légère, dépourvue d'un organisme régulier de mobilisation, obligée par conséquent, de tout préparer en cachette, ait l'idée de risquer un conflit! Demain, ni durant les années qui vont suivre, elle n'en aura évidemment les moyens. J'ajoute (c'est l'avis de tous les étrangers résidant en Allemagne) qu'elle n'en a pas, à l'heure présente, le désir. La dernière guerre lui a laissé des souvenirs trop cuisants pour que, dès longtemps, elle ait envie de recommencer l'expérience (1).

On objectera, sans doute, qu'il n'en sera pas toujours ainsi; que l'Allemagne se refera rapidement; que les possibilités d'une réaction monarchique sont loin d'avoir disparu; que même dans les milieux populaires, l'ancien esprit nationaliste a conservé des racines profondes; que, d'autre part, une organisation défensive ne s'improvise pas et que, dans dix ans, dans vingt ans, nul n'oserait affirmer que, de nouveau, l'Europe ne connaîtra pas la guerre.

Soit; à titre d'hypothèse, du moins, il faut l'admettre.

Mais à supposer que cette catastrophe se produise, que les espérances fondées sur la Société des Nations, sur le désarmement, sur le rapprochement des peuples, aboutissent à une désespérante faillite; qui ne voit, tout au moins, que la seule armée concevable en Allemagne serait l'armée des lendemains d'Iéna,

(1) RECOULY, *La Revue de France*, 15 octobre 1921, « Où en est l'Allemagne ».

l'armée de recrues, formées en quelques semaines, de Scharnhorst, la seule armée, en un mot, qu'il soit possible de former en cachette : une armée dans laquelle tous les citoyens, hâtivement instruits, et partout ailleurs qu'à la caserne, viendraient se grouper autour du faible noyau des effectifs permis par les vainqueurs.

Si bien qu'en définitive, ce ne serait, ce ne pourrait être, qu'à une armée de milice, formée dans des conditions particulièrement difficiles, que devrait faire face, le cas échéant, notre nation armée.

Or, ce ne sont pas les militaires professionnels qui contesteront que, si les armées de milice peuvent être une force défensive sérieuse, elles conviennent beaucoup moins pour des buts de conquête et d'agression.

D'autre part, si la menace militaire allemande — la seule que nous ayons réellement à considérer — est, pour le moins, lointaine et hypothétique, qui pourrait contester que, sur les champs de bataille de l'industriel, la situation soit dès à présent toute différente ?

Tandis que la France, et, surtout la Belgique, s'imposent en 1922, après la défaite du « militarisme allemand » des charges plus lourdes qu'en 1914, l'Angleterre ne garde qu'une petite armée de métier pour le service colonial ; l'Allemagne, sauf sa gendarmerie de 100,000 hommes, n'a plus d'armée permanente, et maints témoignages nous ont permis de vérifier ce que nous disait récemment un des leaders des socialistes majoritaires au Reichstag :

« Chez nous, on est mécontent de tout : du Gouvernement, des impôts, des exigences de l'Entente, des excès de la vie chère, il n'y a qu'une chose qui ait apporté au peuple un soulagement inexprimable : c'est que nos jeunes gens ne vont plus à la caserne. »

Bref, sur le terrain économique, nos deux principaux concurrents ont sur nous cet avantage énorme que leur jeunesse n'est pas distraite du travail productif ; nos jeunes gens, au contraire, à la fleur de l'âge, passent aujourd'hui dix mois, et demain peut-être, si les vœux de l'État-major triomphent, douze ou quinze mois à la caserne.

C'est en tenant compte de ce fait essentiel, comme de l'étendue réelle des risques de guerre, des garanties que nous donnent nos accords défensifs et des possibilités financières du pays, que le problème de la durée du temps de service doit être envisagé.

CHAPITRE PREMIER.

Conditions essentielles de toute organisation défensive.

A défaut d'un accord sur la durée du temps de service, les délibérations de la Commission mixte ont eu ce résultat qui n'est pas négligeable : elles ont précisé les conditions essentielles que doit réunir toute organisation de la défense nationale pour répondre à son but.

Ces conditions se rapportent, soit à la formation du soldat, soit à l'organisation même de l'armée.

Ainsi que le dit M. le général Lauwens, dans le rapport qui servit de base à la discussion : « La guerre récente a mis en relief les raisons pour lesquelles le soldat moderne doit être plus vigoureux au physique, mieux trempé au moral et plus rompu à la technique. »

Plus vigoureux au physique : l'équipement est devenu plus lourd ; la guerre

se fait hiver et été ; le combat se poursuit de nuit comme de jour ; la relève exige de longues marches nocturnes, dans des terrains creusés de trous d'obus ; les travaux de défense, enfin, ont pris un développement énorme : nos soldats, sur l'Yser, faisaient leur journée de huit heures, sous les shrapnells et les bombes d'avion.

Mieux trempé au moral : sur le champ de bataille moderne, avec l'emploi en masse des mitrailleuses, des grenades, des projectiles de tous calibres, des lance-flammes, des chars d'assaut, des avions, des obus à gaz — et qui sait ce que l'avenir réserve —, il faut, pour réagir contre les influences démoralisatrices, une force d'âme à toute épreuve.

Plus rompu à la technique : le grand nombre des engins nouveaux, leur diversité, leur complication, la nécessité de former des groupes pour les mettre en œuvre, réclament une instruction plus étendue pour l'homme, plus approfondie pour les unités.

Mais indépendamment de ces conditions individuelles, toute organisation défensive, pour être réellement efficace, doit assurer dans des conditions satisfaisantes, l'entraînement des unités, la couverture de la mobilisation et, enfin, l'armature, le noyau, autour duquel viendraient se grouper, en cas de guerre, toutes les forces de la Nation.

L'entraînement des unités : après l'instruction individuelle de la recrue, il faut lui donner l'instruction collective, dans les petites unités, jusqu'au régiment ; puis assurer l'entraînement des grandes unités : D. I. et D. A.

La couverture de la mobilisation : ainsi que le dit, en des termes qui appelleraient d'ailleurs certaines réserves, une résolution votée unanimement par la Commission mixte : « Il n'y a pas de mobilisation assurée, si elle n'est effectuée sous la protection de troupes de couverture solides et bien organisées. »

L'armature de l'armée : il faut, à une armée qui se mobilise, une armature, un noyau, qui, existant dès le temps de paix, serve d'encadrement aux mobilisés. Cette armature est constituée par les cadres permanents (officiers et sous-officiers), les services généraux et, éventuellement, une certaine quantité de troupes permanentes.

Que ces diverses conditions soient essentielles, qu'il ne soit pas possible de concevoir une organisation efficace de la défense d'un pays, sans noyau, sans couverture, sans instruction individuelle et collective, le simple bon sens nous l'indique.

Il n'y a de désaccord que sur les moyens de réaliser ces conditions, et c'est ici que s'opposent nettement les deux systèmes qui se sont affrontés à la Commission mixte, au début de ses travaux : l'armée de caserne, avec le service de dix-huit mois ; et la « nation armée », avec le service de six mois.

On se trouve divisé, en effet, sur bien autre chose que le nombre de mois qui doivent être consacrés à l'instruction des recrues.

Il s'agit, en réalité, de choisir entre deux types d'armée.

Il s'agit de savoir si la démocratie belge maintiendra l'armée de caserne, l'armée d'avant-guerre, avec les uniformes multicolores en moins, ou si, résolument, elle s'engagera dans les voies qui lui sont ouvertes par la démocratie suisse, en organisant sur des bases solides la Nation armée.

Certes, les travaux et les discussions de la Commission mixte ont eu ce

résultat notable, que, finalement, l'opposition initiale des points de vue s'est atténuée.

Les défenseurs du service de six mois ont admis que le projet Mathieu devait être agréé et complété.

M. le général Maglinse, d'autre part, a opposé à ce qu'il appelait la « formule révolutionnaire des six mois » une formule *évolutive*, qui s'inspire d'un réel esprit de conciliation.

Néanmoins, à lire les procès-verbaux de la Commission mixte, on ne tarde pas à se convaincre, que, dans la pensée de ses membres militaires, comme de la majorité de ses membres civils, il n'y a d'autre instrument capable d'assurer la défense nationale que l'armée permanente, l'armée de caserne.

Pour eux, en effet, c'est à la caserne, qu'en ordre principal, tout au moins, doit se faire l'éducation physique, morale et technique du soldat; c'est à la caserne qu'il faut avoir les effectifs indispensables pour l'instruction des cadres; c'est à la caserne que doivent, à tout moment, se trouver les milliers d'hommes instruits, destinés à la couverture, à la mobilisation et à la concentration; c'est à la caserne, enfin, qu'au moins une classe, ayant terminé l'école des recrues, doit former le noyau autour duquel viendrait se grouper, en cas de guerre, la cohue des rappelés, des réservistes, que l'on considère seulement comme des demis, des tiers, des cinquièmes de soldats.

Rien ne caractérise mieux cet état d'esprit que le dialogue suivant qui s'engagea à la Commission mixte, entre son président, M. P.-E. Janson, et M. le lieutenant-colonel Schmidt, chargé de faire rapport sur les résultats de son voyage d'études en Suisse et, notamment, sur les méthodes employées dans ce pays pour l'instruction des réserves :

« LE PRÉSIDENT. — Quand ces soldats ont achevé leur période d'instruction, il n'y a donc plus d'armée du tout?

» Le lieutenant-colonel SCHMIDT. — Non, Monsieur le Président. Pendant deux ou trois mois notablement, les casernes sont vides, les arsenaux fermés. Il n'y a plus d'armée.

» M. D'HUART. — En somme, il n'y a pas d'armée suisse; il y a simplement une instruction du soldat. »

Ainsi, pour les membres de la Commission mixte, il n'y a d'armée que l'armée permanente, l'armée des cent mille hommes qui restent sous les armes entre les quatre murs de la caserne, afin de parer à toute éventualité.

C'est exactement le contrepied de la conception de Jaurès, si heureusement précisée et mise au point après la guerre, par M. le général Percin, dans son petit livre : *L'armée de demain*. Pour eux, et pour nous, l'armée, cette armée de demain, qui donne à la défense nationale un maximum d'efficacité, en sacrifiant le moins possible à l'esprit militaire, cette armée se compose, non pas des hommes qui se trouvent à la caserne, où ils font leur instruction, mais de ceux, au contraire, qui sont sortis de la caserne, parce que leur instruction est achevée :

« C'est à l'école des recrues, dit M. le général Percin, qu'on instruit l'élève soldat. L'homme en recrue n'est soldat qu'au sortir de cette école. Tant qu'il est présent à l'école, il n'est affecté à aucune unité de guerre. Les unités de guerre sont uniquement composées de soldats citoyens. »

Entre les deux conceptions, il n'y a donc pas seulement une différence quantitative — le nombre des mois de service, — il y a, surtout, une différence qualitative : le point de savoir si la caserne doit être une école militaire (l'école des recrues), ou, en outre, un dépôt pour les hommes déjà instruits, attendant en permanence sous les armes, le moment d'entrer en action.

Notre proposition de loi se rapproche, autant que possible, du premier système. Elle tend à mettre le statut militaire du pays en harmonie avec les institutions démocratiques qu'il s'est donné depuis la guerre. Dans la mesure où l'initiation parlementaire peut contribuer à la solution d'un problème aussi vaste et difficile, elle s'efforce de concilier les aspirations des travailleurs vers l'allègement des charges militaires, avec les exigences de la sécurité du pays.

Pour la justifier, nous passerons en revue les conditions essentielles de toute organisation défensive et indiquerons par quels moyens ces conditions peuvent être réalisées, sans devoir recourir à l'encasernement à long terme.

CHAPITRE II.

La formation du soldat.

§ 1. — *La formation physique.*

Tout le monde s'accorde à reconnaître que cette préparation physique est, aujourd'hui à peu près nulle, du moins pour les enfants du peuple.

On les dégrossit, tant bien que mal, lors de leur entrée à la caserne, suivant des méthodes surannées et défectueuses.

Or, ce n'est pas à la caserne que doit s'effectuer la préparation physique des futurs soldats; c'est avant la caserne; c'est hors de la caserne, par l'enseignement de la gymnastique à l'école; par la pratique des sports et du *scouting* depuis l'âge scolaire jusqu'à la fin de l'adolescence.

Il est inutile, au surplus, d'insister sur le premier point : le projet de loi sur l'éducation physique, déposé le 5 juillet 1921, par MM. Destrée et Devèze, y pourvoit.

Quant à l'éducation physique de la jeunesse, depuis la sortie de l'école, jusqu'à l'entrée à la caserne, on est généralement d'accord pour admettre qu'elle ne doit pas constituer une préparation militaire.

Il s'agit de faire des hommes vigoureux, il ne s'agit pas de faire des soldats.

Or, à ce point de vue, le scoutisme, débarrassé d'un certain nombre de superfluités militaristes qui l'exposent au ridicule, paraît être l'idéal à choisir pour la préparation de la jeunesse.

Nous trouvons, en effet, dans son programme, la discipline, la cohésion, le coude à coude, l'esprit d'initiative, la lecture des cartes, les reconnaissances, l'orientation, les liaisons, le campement, toutes choses longues et pénibles à inculquer aux recrues et que les enfants s'assimilent en se jouant, jusqu'à contracter une habitude telle qu'elle devient une seconde nature.

Mais, dans l'état actuel des choses, le scoutisme est le privilège d'une classe restreinte de jeunes gens. Des mesures s'imposent pour le rendre accessible à tous, en accordant à des associations de ce genre des subsides de l'État, des provinces et des communes.

C'est ce que prévoit, d'ailleurs, le projet Devèze-Destrée.

Quant au certificat d'aptitude physique, avec la sanction prévue par ce projet : appel anticipé de deux mois sous les drapeaux, des réserves s'imposent ; il ne paraît juste de prévoir une prolongation du temps de service que pour les jeunes gens qui se seraient dérobés à l'obligation, qui auraient fait preuve de mauvais vouloir. Il ne peut qu'en être de même pour ceux dont l'inaptitude serait involontaire, soit à raison de leur faiblesse, soit par le fait de l'absence d'organisation sérieuse des sociétés d'éducation physique.

§ 2. — *La formation morale.*

A la séance de la Chambre française du 8 juin 1872, M. Thiers reprenait les idées d'un Mémoire du Maréchal Bugeaud à l'appui du service à long terme et soutenait que l'instruction matérielle et mécanique du soldat est infiniment moins importante que l'amour du drapeau, l'esprit du corps, l'honneur militaire et la discipline. « Par ailleurs, ajoutait-il, si vous n'avez pas cinq ans de service, la création des cadres, de bons cadres est impossible ».

On a vu reparaitre les mêmes arguments, quand il s'est agi de réduire le temps de service à trois ans, puis à deux ans, puis à quinze mois.

Nous les retrouvons aujourd'hui contre le service d'un an, ou de six mois, chez tous ceux qui ne parviennent pas à se dégager complètement de la conception d'une armée de métier, distincte du corps de la nation.

Nous voyons même des officiers, dont les tendances démocratiques ne sont pas douteuses, comme M. le général Cabra, soutenir qu'il faut transformer la caserne en une véritable école d'éducation et de rééducation morale, avec service de dix-huit mois ou de deux ans.

Dans cette conception, l'apprentissage militaire se combinerait avec l'enseignement post-scolaire et l'enseignement professionnel. Quelques heures par jour seraient consacrées à l'école des recrues ; le reste de la journée à la formation intellectuelle et morale.

Et le motif principal que M. le général Cabra donne à l'appui de sa thèse, c'est l'indispensabilité d'un séjour, et d'un long séjour à la caserne, pour donner aux recrues la trempe morale nécessaire :

« La morale du militaire, la vertu militaire, dirai-je, indispensable à une armée qui ne veut pas être vaincue d'avance, ne peut s'acquérir que dans l'ambiance militaire. »

Faut-il dire que nous sommes aussi éloignés que possible de partager cette opinion, et de nous rallier à un système qui serait, par ailleurs, effroyablement dispendieux.

On peut admettre, certes, que l'ambiance militaire puisse être utile pour donner aux recrues les habitudes de discipline exacte qui sont « la force » des armées ; on peut admettre même que pour les jeunes gens placés aux deux extrémités de l'échelle sociale — les deux douilllets et les plus frustes — quelques mois de service puissent faire moralement plus de bien que de mal.

Mais vouloir faire de la caserne un mouvement de formation d'éducation morale — et d'une morale spéciale, la morale du militaire — c'est aller directement à l'encontre du principe même qui se trouve, ou doit se trouver, à la base de l'organisation défensive des forces nationales.

Ainsi que le dit si bien, M. le lieutenant Émile Mayer, dans un des livres les

plus ingénieux et les plus intelligents qui aient été inspirés par la grande guerre ⁽¹⁾ :

Il ne faut pas perdre de vue que la caserne (ou plutôt le camp d'instruction) n'a plus d'autre objet que l'instruction du jeune soldat. L'éducation est hors de cause : il n'y a pas à la donner. L'établissement du régime de la nation armée entraîne l'inutilité (en même temps que l'impossibilité) d'inculquer à l'armée un esprit différent de celui de la Nation, c'est-à-dire de donner aux militaires des idées opposées à celles des civils, en leur proposant un idéal d'une autre sorte, en développant chez eux un point d'honneur spécial, par des moyens plus ou moins artificiels. On a fini par comprendre que les officiers n'ont qu'à utiliser, pour faire l'armée, des êtres déjà préparés par la famille et par l'école. Il reste simplement, pour parfaire cette préparation, à donner aux recrues les connaissances techniques qui constituent le métier des armes.

Pour le surplus, ce qui importe à la défense nationale, ce n'est pas la *morale du militaire*, mais la *morale du citoyen* ; ce n'est pas l'autoritarisme, l'obéissance passive, réflexe, pour ainsi dire, aux ordres des chefs ; c'est l'initiative intelligente, la volonté ferme de combattre pour une juste cause, l'amour d'une patrie, que l'on a à cœur de défendre, parce qu'elle vaut d'être défendue ; or, cet amour de la patrie, ce ne sont pas les « théories dans les chambres », les présentations du drapeau, les harangues des autorités militaires, qui le feront naître ; de tels moyens peuvent avoir leur valeur dans une armée de métier ; ils sont aussi inefficaces que superflus dans une armée de citoyens.

Peut-on douter d'ailleurs que, dans la dernière guerre, la victoire finale des peuples de l'Entente sur les Empires centraux ait été due, avant tout, à la supériorité du moral des citoyens sur le moral des militaires ?

Nul témoignage à cet égard n'est plus impressionnant que celui du général Ludendorff, chef de la plus militariste des armées, à qui le spectacle des nations libres, luttant pour leur légitime défense, arrachait cet aveu d'une saisissante éloquence :

A Berlin, on ne pouvait pas partager notre conception des nécessités de la guerre, ni trouver la volonté de fer qui s'empare de tout un peuple et ne connaît qu'une idée : la guerre et la victoire. Les grandes démocraties de l'Europe y sont parvenues : Gambetta en 1870-1871, Clémenceau et Lloyd George pendant la guerre, ont avec fermeté, mis leurs peuples au service de la Victoire.

Il serait plus exact de dire que ce sont les peuples de France et d'Angleterre qui ont mis leurs Gouvernements au service de la Victoire. Ils ont vaincu, parce qu'ils ont eu la volonté de vaincre, c'est-à-dire de se sauver : et cette volonté, cette « volonté de fer », qui manquait à Berlin, ce n'est pas à l'école de la caserne qu'ils l'ont acquise, mais à l'école de la vie et de la liberté.

§ 3. — *La formation technique.*

Nous avons admis, avec M. le général Lauwens, que le nombre, la diversité, la complexité des engins de guerre nouveaux exigent une instruction plus étendue pour l'homme, plus approfondie pour les unités.

Nous retenons également cette opinion, émise par le lieutenant-colonel Schmidt, à la Commission mixte, que, par le fait de ces développements de la

(1) *La Guerre d'hier et la Guerre de demain.* Paris, Garnier.

technique, le temps de service qui existe en Suisse (cinquante jours effectifs pour l'infanterie), est devenu insuffisant; d'aucuns disent dérisoire.

C'est pourquoi, tenant compte de ces considérations et aussi des différences évidentes qui existent entre la Belgique et la Suisse, au point de vue des conditions de la défense, avons-nous, dès l'abord, admis que le séjour à l'école des recrues devait durer plus longtemps.

Notre proposition fixe à six mois la durée du service pour toutes les armes.

C'est le terme auquel s'était arrêté Jaurès, dans un pays où la durée du service a toujours été plus longue que chez nous :

« Dans son livre, *L'Armée nouvelle*, dit M. le général Percin, Jaurès a proposé six mois pour tout le monde. Il a proposé ce chiffre afin de ne rien changer aux idées reçues; car il est admis, dans l'armée française, que le soldat est mobilisable après quatre ou cinq mois de service.

» On peut accepter le chiffre de six mois, que n'a dépassé, entre 1914 et 1918, aucune des cinq dernières classes (1). »

Cette égalité du temps de service pour tout le monde présente des avantages d'ordre moral sur lesquels il n'est pas nécessaire d'insister. Néanmoins, on doit se demander si, pour d'impérieuses raisons d'ordre technique, il n'y a pas lieu d'admettre, pour les armes spéciales, certains correctifs.

Dans sa déposition devant la Commission mixte, déposition dont on a fait justement l'éloge, M. le lieutenant-colonel Schmidt signale que si l'infanterie suisse est bonne, l'artillerie est l'arme la plus défectueuse ;

« Cette infériorité, dit-il, ne provient pas seulement du fait que les attelages sont improvisés; mais surtout du fait que le temps de service est beaucoup trop court. L'instruction ne dure que septante-cinq jours et comporte l'exercice à pied, l'équitation et même les tirs réels. »

D'autre part, dans le compte rendu de son voyage d'études en Suisse, en Italie et en France, M. Hubin a longuement insisté sur le fait que six mois, et même douze mois, ou dix-huit mois, pouvaient être insuffisants pour le dressage des hommes qui auraient à manier des engins de combat tels que les tanks, les auto-mitrailleuses, les avions :

Tous ceux qui sont des hommes de métier, et j'en suis, disait-il, savent que, pour bien connaître un métier, il faut du temps. Ce n'est pas seulement la connaissance approximative du mécanisme du métier qui est nécessaire si l'on veut tirer de la machine que l'on dirige le maximum de rendement; il faut le vivre, il faut s'identifier avec elle; j'ai la conviction absolue que si des miliciens doivent être instruits à conduire des avions, des auto-mitrailleuses, des canons automobiles, des chars d'assaut, à utiliser tout cet outillage spécial et délicat, on arrivera en six mois à un certain résultat, sans doute, mais on n'obtiendra pas des hommes ayant la plénitude et la confiance de leur engin, ce qui est pourtant indispensable à la guerre.

Y a-t-il lieu de tenir compte des constatations de M. le lieutenant-colonel Schmidt et de M. Hubin et d'admettre : 1° un temps de service différentiel pour certaines armes; 2° le recrutement par des engagements volontaires, de diverses catégories de techniciens ?

(1) *L'Armée de demain*, p. 8.

A. — TEMPS DE SERVICE DIFFÉRENTIEL.

Notre proposition établit une durée égale de service pour toutes les armes. Jusqu'à preuve du contraire, les signataires estiment que les six mois de l'école des recrues laissent une marge suffisante pour assurer l'instruction du soldat dans les armes montées, aussi bien que dans l'infanterie, si l'on se décide à recruter, pour le service à cheval, des cavaliers et des hommes qui sont habitués à soigner des chevaux.

Toutefois, l'auteur de ces développements ne se refuserait pas à envisager un temps de service différentiel pour certaines armes spéciales, s'il venait à être irrécusablement établi qu'il est nécessaire.

Cette inégalité de charges, qui existe d'ailleurs aujourd'hui, ne laisse pas de prêter à des objections.

Remarquons, cependant qu'elle est plus apparente que réelle.

Si les charges imposées aux armes spéciales en temps de paix étaient un peu plus lourdes, il convient de ne pas oublier qu'en temps de guerre ce sont les soldats d'infanterie qui subissent, en général, les plus rudes épreuves.

L'ancien règlement de l'instruction du fantassin, en Allemagne, disait déjà :

« L'infanterie porte le poids principal du combat et subit les plus grandes pertes, mais en retour la plus grande gloire lui appartient. »

Il n'en est pas autrement aujourd'hui :

Le poids est lourd pour l'infanterie, dit Ludendorff; cette guerre l'a montré une fois de plus. Rester immobile sous le feu roulant de l'ennemi, dans la boue et dans la vase, dans l'humidité et dans le froid, dans la faim et dans la soif, ou bien rester blotti, replié sur soi-même, dans des abris, des trous ou des caves, en attendant un ennemi supérieur en forces et surgir d'un abri sûr pour se jeter, la mort devant les yeux, contre un ennemi qui apporte avec lui votre perte, voilà qui est d'un héros !

Tous ceux, du reste qui, pendant la dernière guerre, ont pu comparer le sort de fantassin, de la piétaille à celui, par exemple, des hommes de l'artillerie montée, admettraient sans trop de peine que les charges du temps de paix soient un peu plus lourdes pour ces derniers.

B. — VOLONTARIAT DE TECHNICIENS.

On doit accorder à M. Hubin que six mois ne seraient guère suffisants pour former des spécialistes, chargés de la conduite d'avions, de chars d'assaut, d'auto-canon et autres engins de guerre.

Remarquons, cependant, que, dans la majorité des cas, il ne s'agit pas de former ces spécialistes, mais de les trouver parmi les civils qui font partie de la levée annuelle.

Il n'est pas possible, en quelques mois — et surtout à la caserne ! — de former un mécanicien, un chauffeur d'automobiles, un ajusteur de premier ordre, il est parfaitement possible, au contraire, de transformer ce mécanicien, ce chauffeur, cet ajusteur en un soldat qualifié, préposé aux auto-canon et aux chars d'assaut.

Cela est d'autant plus vrai que la complication croissante des machines de guerre n'implique pas nécessairement qu'il soit plus difficile d'apprendre à s'en servir.

« Il n'y a pas de parallélisme, dit M. le lieutenant-colonel Mayer, entre

la perfection d'un outil et la qualité de l'ouvrier qui doit s'en servir. Il y aurait plutôt rapport inverse. Le 75 a beau être une merveille d'horlogerie, comme il est une merveille de balistique, il est facile de former ses servants et ils apprennent les fonctions de leurs postes plus vite et plus aisément que leurs devanciers... Ce qui se faisait en douze « temps » n'en comporte plus que trois ou quatre aujourd'hui, et, comme le recrutement fournit des jeunes gens plus intelligents et plus instruits que jamais, il n'est pas étonnant que l'instruction militaire puisse être menée avec plus de célérité que par le passé ⁽¹⁾. »

En réalité, la question machinisme pose, en ordre principal, un problème de recrutement, de sélection, d'aiguillage des recrues vers les spécialités militaires qui correspondent le mieux à leurs aptitudes civiles.

Pareille sélection pouvait être difficile, ou même impossible, lorsque l'armée se recrutait seulement parmi les travailleurs les plus pauvres, parmi les « unskilled ». Il n'en est plus de même aujourd'hui et c'est, avant tout, dans la main-d'œuvre civile que la nation armée doit trouver les spécialistes dont elle a besoin.

De même que l'on doit se préoccuper de pouvoir, rapidement, transformer l'aviation commerciale en aviation militaire — au lieu de créer à grand frais d'énormes stocks d'appareils, périmés au bout de peu de temps —, l'une des préoccupations dominantes des autorités militaires doit être de mettre, dès le temps de paix, et pour chaque spécialité, *the right man in the right place*.

On peut admettre toutefois que, pour les motifs qui ont été indiqués par M. Hubin, et, comme nous le verrons ci-après, pour les besoins de la couverture, il puisse être nécessaire de conserver en permanence quelques milliers de soldats spécialistes. L'importance tactique des avions, des chars d'assaut, des auto-canon, etc., justifie, notamment, la création de ces noyaux de troupes spéciales. D'autre part, il est incontestable que la mission des conducteurs a une importance capitale, et autrement importante que celle des mitrailleurs ou des canonniers de ces machines.

Pour assurer le recrutement de ce personnel, relativement peu nombreux, en tenant compte des relèves, nous prévoyons des engagements volontaires — avec assimilation de grades, soldes et salaires d'aboutissement.

La suggestion faite par M. Hubin de recourir à des engagements ou rengagements volontaires, pour recruter des troupes spéciales, a soulevé de la part des membres militaires de la Commission mixte, certaines objections.

On a fait observer, notamment, que si des milliers d'hommes devaient être rengagés comme spécialistes, le recrutement des cadres (officiers et sous-officiers) se heurterait, plus encore qu'aujourd'hui, à de grandes difficultés.

Mais ici encore apparaît l'opposition très nette entre les deux conceptions en présence. Dans notre pensée, les cadres permanents de l'armée ne doivent comprendre qu'un nombre relativement peu élevé d'officiers et de gradés professionnels.

Quant aux officiers et aux sous-officiers de réserve, nous n'hésitons pas à admettre, comme en Suisse, et surtout en Suède, une prolongation de la durée du service pour les jeunes gens qui ont fait des études moyennes ou supérieures.

En Suède, dit M. le major De Krahe, ceux qui ont passé l'examen d'entrée à l'Université doivent servir quatre mois de plus que les autres militaires des services dans

(1) *La Guerre d'hier et la Guerre de demain*. Paris, Garnier.

lesquels ils sont incorporés et ils doivent faire des études pour devenir officiers de réserve. Ceux qui ont fait des études intermédiaires entre l'Université et l'École primaire font deux mois de service en plus et deviennent caporaux ou sous-officiers de réserve. Quant aux cadres actifs, ils sont recrutés parmi les volontaires (1).

Ce temps de service différentiel pour les jeunes gens instruits, dont l'idée a été reprise en Belgique par M. le général Selliers de Moranville, ne laisse pas de soulever des objections de la part de ceux mêmes qui défendent avec le plus d'énergie, le principe de la nation armée.

On craint, non sans motifs, que dans un état social, où une instruction moyenne et supérieure constitue le privilège à peu près exclusif des classes aisées, le recrutement des cadres parmi les diplômés ne donne au commandant un caractère essentiellement bourgeois.

Cela n'est guère contestable.

Seulement on doit observer que le remède à cette situation, c'est l'accession des « mieux doués » aux études, et non le recours à des engagements volontaires que leur multiplication excessive rendrait démesurément onéreux.

D'autre part, il n'est pas douteux que le recrutement de la majeure partie des cadres dans l'armée même, par la prolongation du temps de service d'hommes qui auraient d'abord passé par le rang, sera infiniment plus démocratique que la formation dans des écoles militaires, en grande partie fermées aux influences du dehors, d'officiers qui ne connaissent le soldat que, dans la mesure où ils veulent bien, par la suite, entrer en contact avec lui.

Quant au principe même du temps de service différentiel d'après le degré d'instruction, il nous paraît juste que si, en temps de guerre, *l'impôt du sang* soit égal pour tous, *l'impôt du temps*, en temps de paix, puisse être progressif, comme l'impôt d'argent.

En résumé, sous les réserves et avec les correctifs qui viennent d'être indiqués, le service de six mois suffit amplement pour la formation physique, morale et technique des recrues.

En prenant pour base la préparation de la jeunesse, devenue obligatoire et en s'appliquant à rejeter les anciennes méthodes d'instruction purement mécanique, dont trop de traces subsistent encore, deux mois suffisent pour faire l'instruction individuelle d'un soldat d'infanterie; et nous comprenons dans cette affirmation, la création des spécialités d'infanterie, mitrailleurs, signaleurs, téléphonistes, fusiliers ou grenadiers — toutes spécialités qui peuvent s'apprendre très vite, surtout lorsque l'on a affaire à des recrues des régions industrielles.

Comme pendant les quatre mois de service restant à accomplir pour parfaire le terme de six mois, la recrue pratiquerait continuellement ce qu'elle aurait appris, on peut affirmer que sa formation serait complète et parfaite.

Ce point n'est d'ailleurs sérieusement contesté par personne. Les adversaires du service de six mois insistent surtout sur son insuffisance, au point de vue de l'entraînement des unités, de la couverture de la mobilisation et de la concentration, et, enfin, de l'armature même de l'armée.

Nous rencontrons leurs objections dans la suite de ces développements.

(1) Commission mixte, 2^e fascicule.

CHAPITRE III.

L'organisation de l'armée.

Notre proposition, au lieu de l'armée de caserne, organise :

- 1° La préparation physique de la jeunesse ;
- 2° L'école des recrues pour un terme de six mois ;
- 3° Des exercices de répétition.

Cette organisation, sur un type nouveau, de la Défense Nationale, doit, comme l'armée permanente, assurer l'entraînement des unités, couvrir la mobilisation, donner aux forces défensives du pays une armature solide. Nous examinerons successivement chacun de ces trois points.

§ 1. — *L'entraînement des unités.*

L'instruction individuelle du soldat étant obtenue en deux mois, l'entraînement des petites unités peut aisément de l'avis des officiers de troupe que nous avons consultés, se faire pendant les quatre mois restants.

Le parachèvement de l'instruction individuelle de l'entraînement des unités jusqu'au régiment sont du reste solidaires, l'une se fait en même temps que l'autre.

Reste à examiner l'entraînement des grandes unités : D. I. et D. A.

C'est là, principalement, une question de service d'état-major, et cet entraînement peut parfaitement se faire avec le service de six mois.

En effet, les manœuvres comportent trois phases distinctes : la préparation de la manœuvre, son exécution et sa critique.

Préparation et critique sont des travaux de bureau, où la troupe n'a rien à faire. Quant à l'exécution, elle se résume pour la troupe en marche, déploiements, prises de position, etc., toutes choses qui sont exécutées constamment par elles au cours des exercices quotidiens.

Dans les manœuvres, il est vrai, on exige du soldat un rendement supérieur au point de vue endurance et résistance à la fatigue. C'est par une gradation appropriée de l'instruction qu'on y préparera la recrue. Il ne faut d'ailleurs pas longtemps à un jeune homme, normalement développé et préparé déjà par un entraînement physique portant sur plusieurs années, pour arriver à la résistance voulue.

Mais l'argument coutumier des adversaires du service de six mois, c'est que, pour l'instruction des cadres, pour l'entraînement des officiers et sous-officiers, il est indispensable que les unités soient suffisamment étoffées, que les effectifs en paix ne soient pas des effectifs squelettes.

Nous les renvoyons, sans plus, à la déposition, déjà citée, de M. le lieutenant-colonel Schmidt, devant la Commission mixte.

Elle montre très clairement qu'en Suisse, avec un temps de service beaucoup plus réduit, la Nation armée, par les exercices de répétition, par une organisation rationnelle des rappels, donne à ce problème une solution dont il constate les excellents résultats.

Les années qui suivent sa sortie de l'École des recrues, dit-il, le jeune Suisse est rappelé à des exercices de répétition... Ces nombreux rappels font que tous les ans, les unités de l'élite ont, aux exercices de répétition, sept classes sous les armes (11 à 15 jours).

Ce sont de véritables manœuvres annuelles, faites avec des unités à très gros effectifs. Rappelons-nous, que dans notre armée, il n'y avait habituellement pas deux classes rappelées et que nous faisons les manœuvres avec un maximum de quatre classes. Les grandes manœuvres étaient chez nous espacées de neuf ans pour les mêmes troupes!

Ces exercices de répétition constituent, en réalité, tous les ans une véritable mobilisation. On réquisitionne les chevaux de trait et de selle; on attelle les voitures, etc. Puis les unités font des manœuvres de régiment, de division, de corps d'armée, avec des effectifs intéressants, ce qui favorise grandement l'instruction des officiers. C'est un système peu coûteux, d'une très grande utilité au point de vue militaire et inconnu dans les armées permanentes.

Quant aux résultats — car il faut juger l'arbre d'après ses fruits — M. le lieutenant-colonel Schmidt les résume en une phrase :

« Je puis certifier que la formation des officiers est très bonne. C'est aussi l'avis des officiers étrangers que j'ai consultés. »

§ 2. — *La couverture.*

Lorsque cette question, dont tout le monde a reconnu l'importance vitale, s'est posée devant la Commission mixte, M. Hubin, désireux de voir se réaliser un accord unanime sur certaines conclusions, avait proposé de dire :

« La couverture de la mobilisation peut être réalisée par des modalités diverses. »

Cette proposition ne fut pas admise.

On adopta, en préférence, un texte suggéré par M. le général Maglinse, qui disait :

« Il n'y a de mobilisation possible que si elle est assurée par des troupes de couverture solides et bien organisées. »

Formule acceptable, assurément, car elle ne fait que constater une vérité d'évidence; mais formule équivoque aussi, car, sans le dire expressément, elle tend à faire admettre que, pour assurer la couverture, il faut nécessairement une armée permanente, des troupes de caserne.

Or, même quand il s'agit d'un pays de grande étendue comme la France, où la mobilisation et la concentration se font plus lentement qu'en Belgique, M. le général Percin n'hésite pas à soutenir qu'il n'en est pas ainsi :

La garantie de la couverture, dit-il, est un leurre avec l'organisation actuelle.

Des réservistes et des territoriaux, originaires des régions frontières mêmes, recrutés sur place, dans les villages aux environs desquels ils auraient à faire le coup de fusil, seraient bien plutôt rendus à leur poste que des troupes de l'effectif de paix. A cet effet, des tranchées pourraient être construites à l'avance, sur des points où on voudrait arrêter l'ennemi; ou bien la construction en serait préparée, de telle sorte qu'elle peut être effectuée en très peu de temps. Dans le voisinage des tranchées, on créerait des magasins dans lesquels les hommes trouveraient leurs armes et leurs munitions.

Ces hommes auraient chez eux leurs effets d'habillement et d'équipement. Ils seraient organisés en compagnie, sous les ordres de chefs pris dans le pays.

Ils seraient convoqués tous les ans, pour les exercices de quarante-huit heures. Un réseau serré de tramways, une organisation active de transports leur permettraient de se mettre à leur poste en quelques heures.

Défendant à la fois, la Patrie et leur foyer, ils opposeraient à l'ennemi une résistance invincible (1).

(1) PERCIN, *L'Armée de demain*, Paris, Rieder, 1920.

M. le général Percin, après l'expérience de la guerre, reprend donc cette idée de Jaurès que la couverture peut être assurée par la mobilisation sur place dans les régions frontières. Il admet que pareil système est possible en France, où il y a dix-huit régions de mobilisation et où il faut plusieurs jours pour opérer la concentration des forces militaires. A plus forte raison, peut-il en être de même en Belgique, où, grâce à la faible étendue du territoire et à la multiplicité des voies ferrées, la mobilisation et la concentration sont infiniment plus rapides.

Dès la première alerte, les réservistes de la zone menacée d'invasion qui auraient chez eux leur équipement et leurs effets d'habillement, rejoindraient leur unité, suivant des instructions données d'avance, et assureraient la liberté de mobilisation dans le reste du pays.

Que si l'on objectait, au point de vue de l'ordre intérieur, les dangers de pareil système, nous répondrions simplement :

- 1° Que les munitions peuvent rester dans les dépôts;
- 2° Que dans les régions industrielles de la Suisse, dans les moments d'effervescence, il n'est jamais arrivé que les grévistes aient pris le fusil;
- 3° Que dans ce même pays, en cas de troubles, on a vite fait de mobiliser la milice des régions rurales voisines.

Mais, du point de vue même de la défense nationale, tous les partisans de la Nation armée ne sont point d'accord pour admettre que la mobilisation sur place dans les régions frontières soit une garantie.

En France, par exemple, M. Paul Boncour propose de fixer la durée du service à huit mois, au lieu de six, dans le but d'avoir en permanence, à la frontière, des troupes de couverture.

M. Hubin, d'autre part, à la Commission mixte, a insisté, de la manière la plus pressante, sur les possibilités et les dangers d'une attaque brusquée, avec des forces peu considérables, mais disposant de moyens d'action et de destruction d'une puissance foudroyante.

La même préoccupation se retrouve dans les écrits de M. le lieutenant-colonel Mayer et M. le lieutenant-colonel Fabry.

Si vraiment, dit M. Fabry, l'Allemagne cherche dans l'emploi du matériel le moyen de racheter les désavantages qui sont la conséquence de sa défaite, elle orientera ses recherches vers les machines capables d'allier la vitesse d'exécution à la puissance de destruction, afin de porter des coups d'une brutalité démoralisante et de produire des effets de surprise toujours fertiles à la guerre en résultats inespérés.

On peut s'imaginer dans ces conditions, avec le colonel Croft, des attaques de tanks, pourvus d'appareils émetteurs de gaz, d'avions blindés, transportant des explosifs formidables, à des vitesses fantastiques, et rendant toute mobilisation impossible, en jetant partout le désordre et la terreur.

Pour faire échec à de telles attaques — si les peuples en folie acceptaient le renouvellement aggravé des horreurs de la guerre — M. Hubin juge nécessaire de leur opposer des moyens de défense adéquats. Il veut créer une force armée de premier choc, à mobilisation extra-rapide, dotée d'un matériel extra puissant, et, pour mettre ce matériel en action, il propose de recruter, par voie d'engagements ou de rengagements volontaires des « noyaux » de spécialistes.

Nous avons déjà indiqué dans quelle mesure assez restreinte d'ailleurs nous nous rallions à cette proposition.

Une sélection intelligente peut fournir la plus grande partie de ces spécialistes. Il ne saurait être question d'autre part, d'avoir en permanence un matériel formidable, qui coûterait des sommes folles et serait bientôt périmé. La seule politique raisonnable consiste à produire ou à acquérir chaque année un certain nombre de machines « dernier cri » et à tout prévoir pour que la fabrication en temps de guerre puisse être à chaque moment mise en train. En attendant, le volontariat pourrait procurer le nombre relativement restreint de soldats spécialistes, qui formeraient les noyaux de la concentration.

§ 3. — *L'armature.*

Cette question domine toutes les autres.

Personne ne conteste que pour constituer une force défensive sérieuse, toute armée doit avoir dès les temps de paix un noyau, une armature (cadres permanents, services généraux, rengagés, etc.).

Mais il va sans dire que la constitution de cette armature peut varier avec la qualité des troupes rappelées.

Elle doit nécessairement être très forte si les hommes qui rentrent sous les armes, n'ont subi, avant la caserne, aucune préparation et, depuis la caserne, aucun entraînement militaire sérieux; s'ils ont — comme c'était trop souvent le cas pour les anciennes classes, — oublié presque tout ce qu'ils ont appris durant leur service.

Elle peut, au contraire, être moins forte, si la qualité militaire des rentrants est meilleure et si l'on peut admettre qu'en suite des dispositions prises, le soldat rappelé reste entraîné et n'a rien, ou presque rien oublié de son instruction militaire.

Notre proposition tend à obtenir ce résultat, tout en réduisant au minimum le temps de caserne, par un ensemble de dispositions dont on trouvera le commentaire ci-après :

A. — LE SERVICE UNIVERSEL.

Nous avons inscrit en tête de notre proposition de loi le principe admis à l'unanimité par la Commission mixte, que tous les citoyens doivent concourir à la défense du pays.

La durée des obligations militaires serait de vingt-cinq années, dont six dans l'armée active, neuf dans la réserve de l'armée active, dix dans l'armée territoriale.

L'armée active et sa réserve constitueraient l'armée de défense proprement dite.

Nous n'avons pas voulu, dans une proposition qui a pour objet essentiel la réduction du temps de service, nous étendre sur le rôle qui serait attribué à l'armée territoriale.

Dans la pensée de l'auteur de ces développements, elle pourrait être divisée en deux bans et assimilée, *mutatis mutandis*, à la garde civique, dépouillée, bien entendu, de son caractère d'institution de classe.

Le premier ban pourrait, le cas échéant, être appelé à combler les vides de l'armée. Le second ban serait chargé de la garde des communes (police, circulation, voies de communication et service à l'arrière).

D'autre part, en temps de paix, l'armée territoriale composée d'hommes mûrs, présumés plus calmes et plus pondérés et appartenant à toutes les classes de la population, pourrait être chargée, de préférence aux miliciens plus jeunes, des services d'ordre qui incombent à la garde civique.

La préparation des miliciens, dans notre proposition, comprend trois phases : 1° l'éducation physique de la jeunesse; 2° l'école des recrues; 3° les rappels ou exercices de répétition.

B. — L'ÉDUCATION PHYSIQUE.

Nous avons hésité, tout d'abord, à admettre, comme sanction l'appel anticipé des miliciens qui ne possèderaient pas le certificat de préparation : il n'est pas douteux, notamment, que si le nombre des non-préparés était important, ce système prolongerait de beaucoup le temps de l'instruction — période fatigante pour les cadres — surtout sous le régime de plusieurs appels par an.

Néanmoins, après réflexion et en comparant les rendements de l'anticipation de service et du maintien sous les armes après le départ de la classe, nous avons fini par nous rallier au système de l'anticipation.

Elle constitue une sanction légitime de l'obligation, pour autant, bien entendu, que l'incapacité du milieu doive être attribuée à son inertie ou son mauvais vouloir; elle prépare le milicien à recevoir, dès l'appel de sa classe, la même instruction militaire que ses camarades; enfin, fixée à deux mois, — ce qui, à raison de huit heures par jour, donne 416 heures, — elle pourra remédier efficacement à l'absence de préparation pendant l'adolescence.

On peut, d'autre part, pallier aux inconvénients pour les cadres, en groupant les « anticipés » par unités plus fortes que la compagnie et le bataillon : soit le régiment, soit même la division, ce qui donnera le pour cent des anticipés.

Quant aux conditions de l'examen d'aptitude, l'intervention conjointe du Ministre de la Défense Nationale et du Ministre des Sciences et des Arts nous paraît indispensable; il ne peut appartenir aux seules autorités militaires de fixer des conditions telles que l'anticipation puisse devenir la règle, au lieu d'être l'exception.

C. — L'ÉCOLE DES RECRUES.

A l'appui des articles de notre proposition qui fixent la durée du temps de service actif, c'est-à-dire du séjour à l'« école des recrues », nous n'avons rien à ajouter aux considérations exposées ci-dessus.

Notre article 9 prévoit l'incorporation par année militaire, mais avec trois appels, qui pourraient se faire à quatre mois d'intervalle, par un tiers de classe à la fois.

Dans ces conditions, et en tenant compte de ce que l'instruction individuelle ne durera guère plus de deux mois, il y aura toujours un tiers de classe instruite présente sous les armes et pouvant servir, avec les volontaires, de noyau aux rappelés. Pendant quatre mois de l'année — les mois dangereux de la belle saison — il y aura deux tiers de la classe instruite présente en même temps : ce qui donne, non compris les volontaires, environ 30,000 hommes.

Notons que les classes précédentes immédiatement disponibles et dont l'entraînement est assuré par les rappels annuels porteraient, en trois ou quatre jours, l'effectif de l'armée active à 350,000 hommes.

D. — LES EXERCICES DE RÉPÉTITION.

L'article 10 de notre proposition institue, au cours des cinq années qui suivent la sortie de l'école des recrues, deux rappels de quinze jours, plus deux essais ou épreuves de mobilisation et de concentration, dont la durée ne dépassera pas six jours.

Ces épreuves de mobilisation auraient pour but : 1° de mobiliser les réserves; 2° de les concentrer en vue de résister à une attaque dont l'hypothèse varierait chaque fois. Elles tendraient au même résultat que les rappels proprement dits : empêcher que les hommes n'oublient pas ce qu'ils auront appris à l'école des recrues.

Mais, de plus, elles mettraient en action certains rouages de la mobilisation dont l'entraînement est actuellement négligé : la gendarmerie, les administrations communales, les chemins de fer, les dépôts et jusqu'à l'habitat, dans les régions d'étapes et de concentration.

Ainsi que nous l'avons dit, ces rappels, de six ou de quinze jours, sont indispensables tant pour maintenir chez les soldats les connaissances acquises que pour permettre l'exécution des manœuvres servant à l'entraînement des états-majors et des cadres.

Nos préférences théoriques iraient même à un régime plus rapproché du système suisse, qui comporte une durée beaucoup moindre de l'école des recrues, mais avec des exercices de répétition pendant sept années successives.

Il faut tenir compte de ce que, dans un pays comme le nôtre, la multiplicité de ces exercices se heurterait à de grandes difficultés.

En somme, deux rappels de quinze jours et deux épreuves de mobilisation peuvent suffire, à la condition que l'on impose, comme le fait notre article 10, la pratique obligatoire du tir (10 à 15 cartouches par an).

Pour assurer, avec le minimum de frais et de difficultés, cette pratique du tir, on pourrait organiser de petits *stands* par canton, où les hommes viendraient tirer à leur guise et, quand ils le voudraient, les cartouches allouées par l'armée. Ce système fonctionne en Suisse. Il est peu coûteux, d'application facile et paraît être d'un très bon rendement. Les modalités de ce système devraient être étudiées de près.

Les dispositions suivantes pourraient être envisagées; nous les croyons d'application facile :

Un *stand* de 100 mètres, au maximum (système suisse) serait créé au chef-lieu de canton. Il serait géré et entretenu par un invalide de guerre qui serait autorisé à adjoindre une cantine au *stand* (il devrait habiter au *stand* et assurer la garde du matériel).

Là serait installée la société de tir du canton à laquelle seraient inscrits obligatoirement tous les miliciens du canton. Cette société détiendrait quelques fusils et recevrait les cartouches de l'État pour les besoins d'une année.

L'inscription des tirs serait faite, en temps ordinaire, par le préposé — invalide — ou en cas d'affluence par un membre du comité de la société (dans le livret de l'homme).

L'État interviendrait, au prorata du nombre des membres pour l'achat de petits prix aux meilleurs tireurs (concours annuels).

Les miliciens qui n'auraient pas tiré les cartouches allouées pour l'année, ce qui se constaterait dans le livret de mobilisation de l'homme, seraient retenus

quelques jours sous les armes. En quatre ans, en brûlant 15 cartouches par an, les hommes auraient tiré la dotation actuelle ou à peu près, avec un meilleur rendement.

L'installation des *stands* ne serait pas très coûteuse et il n'est pas douteux que l'initiative locale ne perfectionne avec le temps les installations réglementaires.

Ce système présente l'avantage d'être moins coûteux que le système actuellement employé, car la période de tir annuelle tient les hommes rappelés trois semaines sous les armes rien que pour faire du tir (logement, solde et nourriture de plusieurs milliers d'hommes pendant trois semaines).

Le recrutement des troupes techniques.

L'article 13 de notre proposition prévoit des rengagements d'une durée d'un à cinq ans, pour le recrutement des troupes techniques, dont M. Hubin a montré l'importance, tant au point de vue des nécessités de la couverture que de l'armature de l'armée.

Nous n'avons pas cru devoir entrer dans les détails des avantages qui devraient être accordés à cette catégorie de spécialistes, dont le monde paraît d'ailleurs devoir être assez restreint. Disons surtout que des conducteurs de machines importantes, ayants seuls, ou presque seuls, la responsabilité de l'entretien, de la conduite et de la manœuvre, devront être rémunérés en conséquence.

F. — LES CADRES DE COMPLÉMENT.

Notre article 14 institue un temps de service différentiel pour les jeunes gens, faisant des études moyennes ou supérieures, qui seront désignés par les autorités militaires pour devenir officiers ou sous-officiers de complément.

L'armature, en effet, doit trouver les cadres de complément nécessaires en cas de passage sur pied de guerre. Mais il est souhaitable que ces cadres de complément soient recrutés autant que possible par le volontariat.

On peut prévoir que les cadres subalternes seront toujours bien pourvus :
a) parce que rien n'empêche qu'à l'expiration de leur terme, les plus intelligents des miliciens soient promus à des grades dans la réserve et qu'ils exercent les fonctions de leur grade pendant les périodes de rappel ; b) parce que les volontaires fourniraient eux-mêmes des gradés réservistes parmi les pensionnés ; c) parce qu'on trouvera dans la troupe même le nombre de gradés nécessaires.

Quant aux officiers, les mesures actuellement en application paraissent suffisantes. Peut-être, néanmoins, pourraient-elles être complétées par d'autres mesures, telles que les suivantes :

1° L'entérinement des diplômés universitaires pourra être subordonné à la condition que le récipiendaire ait réussi l'examen d'officier de réserve ;

2° Les sursis d'études pourraient n'être accordés qu'à la condition de prendre l'engagement de subir l'épreuve d'officier de réserve.

En outre, certains avantages pourraient être accordés aux officiers de réserve qui se soumettraient à des rappels périodiques.

G. — LE RECRUTEMENT RÉGIONAL.

L'article 15 de notre proposition institue le recrutement régional.

Les citoyens ayant accompli leur temps de service dans les écoles de recrues,

sont organisés en divisions correspondant chacune à une portion déterminée du territoire. Le recrutement se fait sur place; les citoyens sont affectés aux unités correspondant à la portion du territoire où ils ont leur résidence effective.

Nous avons montré, au point de vue de la nécessité de la couverture, que le recrutement régional est la conséquence logique du système de la Nation armée.

Il en est de même au point de vue de l'armature : le coude à coude, l'esprit de corps, qui, dans les armées de métier, résulterait d'un long séjour à la caserne, ne peut exister, sous le régime du court temps de service, que de la formation d'unités dont tous les hommes se connaissent parce qu'ils appartiennent à la même région, voire à la même localité.

Certes on pourrait concevoir que des jeunes gens, venant de toutes les parties du pays, se rencontrent à l'école des recrues, sauf à être organisés ensuite en divisions régionales.

Mais les difficultés linguistiques, au point de vue de l'instruction des recrues, les inconvénients graves qui résultent pour les miliciens de ce que leurs instructeurs, trop souvent ne parlent leur langue que d'une manière imparfaite, le légitime désir des recrues de n'être pas trop éloignés de la résidence familiale nous ont amenés à admettre le même système pour les écoles de recrues que pour les divisions régionales.

Nous avons la conviction d'ailleurs que, dans un pays, où tant d'intérêts communs mettent journellement en contact des citoyens qui n'ont pas la même langue maternelle, l'apaisement des conflits linguistiques, pour le recrutement sur place, fera plus pour l'unité nationale, que la cohabitation obligatoire, pendant quelques mois à la caserne, des miliciens venus de diverses parties du territoire.

EN RÉSUMÉ, nous croyons fermement qu'il est possible de constituer une organisation défensive qui, par la préparation physique de la jeunesse, le perfectionnement et l'intensification des méthodes d'instruction militaire, le recours à des exercices annuels de répétition, la constitution de noyaux techniques, la cohésion qui résulte, non du séjour à la caserne, mais du recrutement général, permettra de faire l'économie d'un grand nombre de mois de service, et de réduire, par le fait même, les charges écrasantes du Budget de la guerre.

Notre proposition, fondée sur le service de six mois, répond aux aspirations des masses. Elle est, incontestablement, dans le sens d'une évolution qui part de l'armée de métier, distincte de la nation, pour la remplacer finalement par la nation même, armée pour sa défense.

Nous ne nous dissimulons pas, au surplus, ses imperfections et ses insuffisances.

Il est difficile à des laïques d'établir un projet de ce genre; mais il est impossible, d'autre part, de s'en remettre, pour l'établir, aux seuls militaires professionnels.

Lors même qu'ils se défendent et qu'ils s'efforcent de réagir, ces derniers se dégagent malaisément des conceptions et des habitudes d'esprit qu'ils ont acquises dans l'ancienne armée.

Se plaçant exclusivement à un point de vue technique, leurs préférences vont irrésistiblement au soldat qui n'est qu'un soldat, et qui, par la pratique de son métier militaire, aux colonies ou ailleurs, acquiert une expérience professionnelle à laquelle ne peut prétendre le réserviste de la Nation armée.

« Donnez-moi 700,000 hommes de métier, disait le général de Castelnau, et je ferai le tour de l'Europe ! »

Peut-être.

Mais ce sont précisément ces tours d'Europe, finissant à Waterloo ou à Moseou, que les peuples, désormais, sont fermement résolus à éviter; et c'est pourquoi, dans tous les pays, se manifeste le même effort vers la suppression des barrières qui séparaient jadis le soldat, qui était un professionnel, et le reste des citoyens.

Avant la guerre, Jaurès apparaissait comme un isolé, lorsqu'il soutenait que la force armée de la nation résidait dans ses réserves.

Aujourd'hui, sa thèse, devenue lieu commun, se retrouve dans tous les écrits militaires.

Nous en avons l'aveu dans une récente publication du chef de l'état-major général de l'armée française, citée par le lieutenant-colonel Mayer :

« Il faut, dit cette publication (p. 14), que nous tirions des événements la morale qu'ils comportent... à l'heure du danger, l'armée active ne sera plus désormais qu'une infime partie de la nation en armes; notre vraie puissance militaire réside dans nos réserves; il nous faut donc légiférer et réglementer en conséquence. »

Or, pour être en mesure, à l'heure du danger, de mettre sur pied toute la nation en armes, l'instruction militaire doit être donnée à tous les citoyens, dès le temps de paix; mais, d'autre part, la durée du service doit être très courte, si l'on veut éviter que cette obligation universelle n'entraîne des charges financièrement et économiquement écrasantes.

Nous allons donc, nécessairement, vers une organisation de l'armée qui se fonde, non sur les vertus militaires de soldats de métier, mais sur les vertus civiles de citoyens, en état de légitime défense. Et que, dans la guerre moderne, ces vertus civiles l'emportent, en définitive, sur les autres, nul ne l'a dit avec plus de force, que le plus grand général peut-être qui ait jamais existé, par Napoléon lui-même :

« La découverte de la poudre, dit-il, eut une influence prodigieuse sur le système militaire. Depuis cette révolution, qu'est-ce qui fait la force d'un général? Les qualités *civiles*. Le coup d'œil, le talent, l'esprit, les connaissances des hommes tout cela est civil... Le chef qui fait de grandes choses est celui qui réunit le plus de *qualités civiles*; c'est parce qu'il *passé pour avoir le plus de capacités*, que le soldat lui obéit et le respecte. Il faut l'entendre raisonner au bivouac. Il estime plus le général qui sait calculer que celui qui a le plus de bravoure.

» Je savais bien ce que je faisais quand, général d'armée, je prenais la qualité de membre de l'Institut. J'étais sûr d'être compris même par le dernier tambour. »

Combien ces paroles apparaissent plus vraies encore, aujourd'hui que la Défense nationale met en œuvre toutes les ressources, toutes les forces, toutes les capacités techniques de la nation. Plus que jamais, chez les soldats comme chez les chefs, ce sont les vertus civiles qui l'emportent. Dans la paix comme dans la guerre, c'est sur elle que le Pays doit compter.

ÉMILE VANDERVELDE.

*
* *

Nous n'avons pas repris à l'article 7 de la proposition la pré-incorporation de deux mois pour les miliciens qui n'ont pas justifié d'une aptitude physique déterminée.

Nous considérons que les mesures à prendre dans ce cas doivent être en corrélation avec les dispositions d'une loi sur l'éducation physique; c'est une des raisons pour laquelle nous laissons à un arrêté royal le soin de fixer les prescriptions réglementaires à ce sujet.

* * *

Nous supprimons l'article 8 (libération de frères) parce que cette disposition n'a pas été reprise par la loi coordonnée du 15 août 1923.

* * *

A l'article 11 (art. 10 de la nouvelle proposition) nous prévoyons deux rappels de 8 (exceptionnellement de 9) jours (comprenant deux dimanches) parce que l'expérience a démontré qu'un emploi judicieux du temps permet d'obtenir un résultat identique avec 8 jours qu'avec les rappels de 15 jours.

Comparaison de l'emploi du temps pendant les rappels :

Rappels actuels de 15 jours :	Rappels de 8 à 9 jours : (comprenant deux dimanches)
Mercredi : entrée.	Samedi après-midi : entrée.
Jeudi : équipement.	Dimanche matin : équipement, après-midi : transport au camp.
Vendredi : transport au camp.	Lundi : <i>journée utile</i> .
Samedi : <i>demi-journée utile</i> , après-midi : inspections.	Mardi : <i>id.</i>
Dimanche : libre.	Mercredi : <i>id.</i>
Lundi : <i>journée utile</i> .	Jeudi : <i>id.</i>
Mardi : <i>id.</i>	Vendredi : <i>id.</i>
Mercredi : <i>id.</i>	Samedi : <i>id.</i>
Jeudi : <i>id.</i>	Nuit du samedi à dimanche : transport au dépôt.
Vendredi : <i>id.</i>	Dimanche matin : déséquipement, après-midi : rentrée dans les foyers.
Samedi : <i>demi-journée utile</i> , après-midi : inspections.	
Dimanche : libre.	
Lundi : transport au dépôt.	
Mardi : déséquipement.	
Mercredi : rentrée dans les foyers.	
Total : <i>six journées utiles</i> .	Total : <i>six journées utiles</i> .

De cette façon le temps utile pour les exercices ne serait pas diminué, tandis que les intéressés (les militaires rappelés) ne perdront qu'une semaine de salaire.

* * *

A l'article 12 (art. 11 de la nouvelle proposition) nous ne fixons pas le taux de l'indemnité journalière pour la famille du rappelé; cette indemnité pourra être fixée par arrêté royal selon les conditions économiques du moment.

HIPP. VANDEMEULEBROUCKE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1927.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de militie, de legerwerving en de militaire verplichtingen en tot verkorting van den dienstdtijd.

TOELICHTING

Het wetsvoorstel betreffende de verkorting van den dienstdtijd, op 23 Februari 1922, door onzen achtbaren collega, den heer Vandervelde, ingediend, is vervallen wegens de jongste Kamerontbinding. Wij hebben de eer het, met enkele wijzigingen van bijkomenden aard, — die wij verder zullen uiteenzetten, — opnieuw in te dienen.

Niettegenstaande deze wijzigingen van ondergeschikten aard, nemen wij de Toelichting van den heer Emile Vandervelde in haar geheel over :

MIJNE HEEREN,

Mits wijziging en aanvulling neemt ons voorstel den tekst over van het wetsvoorstel der heeren Mathieu c. s., van 2 December 1920, tot verkorting van den dienstdtijd in het leger.

Thans gaat het niet meer over overgangsmaatregelen, maar wel over een nieuw statuut van het leger, in afwachting dat, door een internationaal streven, onze politiek de groote verwachting zegepralen doet, welke na den oorlog werd tegemoet gezien, namelijk : de algemeene ontwapening, met enkel de bewapening van den Volkenbond.

Uitgaande van dit standpunt geven wij hier onze meening over de landsverdediging, gesteund op den verkorten dienstdtijd en op de geheele inrichting van de gewapende natie.

Het vraagstuk van den dienstdtijd kan niet *in abstracto* worden behandeld, zonder rekening te houden met den financieelen toestand van het land, met den politieken toestand van Europa en met de krijgsmachten die ons zouden kunnen aanvallen.

In de Gemengde Commissie van 1920 was men het eens om het stelsel der gewapende natie aan te nemen : al de burgers moeten deelnemen aan 's lands verdediging; zij moeten daartoe voorbereid worden vanaf den leeftijd van 20 jaar. Dat is een onbetwistbaar feit. Niettegenstaande de voorkeur door sommigen aan de legers van beroepssoldaten gegeven, zal men toch niet meer terugkeeren tot het stelsel van beperkte inlijving, zooals vóór den oorlog. Dientengevolge is het enkel mogelijk verpletterende financieele lasten te vermijden door de beperking van den dienstdtijd tot het minimum.

Indien, anderdeels, ondanks onze defensieve overeenkomsten, Europa's politieke toestand bij voortduur eene stevige inrichting van 's lands verweer vergt, dan ware het niettemin overdreven te beweren dat sedert 1914 de gevaren van oorlog en van overrompeling niet hebben afgenomen.

Tegenover ons rijst thans niet meer het van kop tot teen uitgeruste Duitschland, dat slechts den stond afwacht om, door België heen, op Frankrijk te vallen, maar wel het gekneusde, verzwakte Duitschland dat over den Rijn werd teruggedreven.

Men beweert, weliswaar, dat het monarchale en militaire Duitschland niet dood is; dat het, onder den dekmantel van democratische instellingen, in het geheim zijne weerwraak voorbereidt; dat het de 100,000 manschappen die het, krachtens het Verdrag van Versailles, op langen termijn mocht in dienst nemen, desgevallend zou gebruiken als kader van millioenen manschappen die meestal den oorlog hebben meegemaakt. Wie ziet echter niet in dat, juist gedurende het tijdperk dat het op doelmatige wijze zijne oud-strijders van 1914-1918 in 't gelid zou kunnen brengen, andere onontbeerlijke factoren om oorlog te voeren schier volkomen zouden ontbreken.

Weigert men op dat gebied de getuigenis dat Ludendorff gaf in een ophefmakend interview dat door *Le Matin* van Parijs eertijds werd overgenomen, dan zal men wellicht de redenen aannemen, welke onlangs de heer Recouly gelden deed in de *Revue de France* :

De stoffelijke ontwapening van een land — aldus schrijver — kan bezwaarlijk anders dan bij benadering worden gedaan. Maarschalk Foch, die de zaak verstaat, deed ons zulks eens opmerken... Na veel weerstand heeft Duitschland er zich bij neergelegd om de Reichswehr te verminderen tot op het cijfer van 100,000 manschappen, door het Verdrag bepaald. De pogingen van zijn Staf streven er naar om dit leger te doen dienen als geheel voorbereid kader voor de reserves. Met andere woorden, dit leger zou, verspreid zijnde over eene min of meer aanzienlijke massa reservisten, eene tamelijk ernstige krijgsmacht uitmaken. In dit geval is het ons nogmaals onmogelijk, ondanks ons waakzaam toezicht, het gevaar volkomen te weren.

Laten wij echter dit gevaar niet overdrijven. Frankrijk bezit een zeer machtig leger dat op bewonderenswaardige wijze is afgericht, door uitnemende hoofden wordt aangevoerd, den oorlog zegevierend heeft doorgemaakt en voordeel heeft getrokken uit deze lessen. Wij bezetten voor een tijdsverloop van vijftien jaren en misschien voor langer den Rijn en dezes bruggehoofden. Hoe kan men, onder deze omstandigheden, onderstellen dat Duitschland — tenzij het met waanzin worde geslagen — beroofd zijnde van zware artillerie, beschikkende over onaanzienlijke lichte artillerie, ontbloot van een regelmatige inrichting tot mobielmaking en dientengevolge verplicht zijnde alles in het geheim voor te bereiden, er aan denken kan zich in een conflict te wagen! Het is klaar dat het morgen, evenmin als tijdens vele jaren die volgen zullen, daartoe de middelen zal bezitten. Ik voeg er aan toe (en dit is de meening van al de vreemdelingen die in Duitschland vertoeven) dat Duitschland heden ten dage dit ook niet verlangt. De jongste oorlog heeft Duitschland al te vlijmende herinneringen nagelaten, opdat het er aan denke het waagstuk nog te herbeginnen (1).

Gewis zal men daartegen aanvoeren, dat deze toestand niet zal blijven duren; dat Duitschland zich spoedig herstellen zal; dat de mogelijkheden van eene monarchale reactie verre van verdwenen zijn; dat zelfs in de volkslagen

(1) RECOULY, *La Revue de France*, 13 octobre 1921 : « Où'en est l'Allemagne. »

de vroegere nationalistische geest nog diep zit ingeworteld; dat, anderdeels, eene defensieve inrichting zoo maar niet uit den grond oprijst, en dat niemand zou durven beweren, dat binnen tien, binnen twintig jaar, Europa niet opnieuw in oorlog zal zijn.

Het zij zoo; als onderstelling ten minste moet men dit aannemen.

Ondersteld dus, dat deze ramp gebeure, dat de verwachtingen gesteund op den Volkenbond, op de ontwapening, op de toenadering der volkeren, uitloopen op eene erbarmelijke misrekening; dan zal iedereen niettemin inzien, dat het eenige leger welk men in Duitschland bedenken kan, een leger wezen zou als na den slag van Iena, een leger van recruten, in enkele maanden gevormd, het leger namelijk van Scharnhorst, kortom het eenig leger dat in het geheim kan worden gevormd: een leger waarin al de burgers, in der haast en overal elders dan in de kazerne opgeleid, zich zouden komen scharen rond de zwakke kern der door de overwinnaars toegelaten effectieven.

Zoodat feitelijk onze gewapende natie, desgevallend, enkel zou staan tegenover een leger van hulptroepen, onder bijzonder moeilijke omstandigheden samengebracht.

Nu, de beroepsmilitairen zullen zeker niet betwisten dat dergelijke militietroepen wel eene ernstige defensieve macht kunnen uitmaken, doch veel minder geschikt zijn voor den aanval of de verovering.

Zoo de militaire bedreiging van Duitsehe zijde — de eenige welke wij hier werkelijk op het oog moeten houden — dan toch in eene verwijderde onderstelling ligt, dan kan men, anderdeels, niet ontkennen dat, reeds van heden ten dage, de toestand gansch verschillend is in den strijd op industrieel gebied.

Terwijl Frankrijk, en vooral België, na de nederlaag van het « Duitse militarisme » zich in 1922 zwaardere lasten getroostten dan in 1914, handhaaft Engeland slechts een onaanzienlijk beroepsleger voor zijne koloniën; en Duitschland heeft, buiten zijne gendarmerie van 100,000 man, geen staand leger meer, en uit menig getuigenis bleek de waarheid van hetgeen onlangs een der leiders van de majoritaire socialisten in den Reichstag zegde: « Bij ons is men over alles ontevreden; over de Regeering, over de belastingen, over de eischen van de Entente, over het verschrikkelijk duur leven; ééne zaak slechts heeft aan het volk eene onuitsprekelijke verlichting gebracht, namelijk dat onze jongens niet meer naar de kazerne moeten gaan ».

Kortom, op economisch gebied hebben onze twee voornaamste mededingers dit overgroot voordeel op ons, dat hunne jeugd niet meer afgetrokken wordt van den voortbrengenden arbeid; onze jongens, integendeel, moeten in den bloei van hun jeugd, thans tien maanden in de kazerne slijten, en morgen misschien twaalf of vijftien maanden.

Het vraagstuk van den dienstdtijd moet dus worden beschouwd met inachtneming van deze hoofdzaak, evenals van de werkelijke uitgestrektheid der oorlogsriscio's, van de waarborgen welke ons door de defensieve overeenkomsten worden geschonken, alsmede van de financiële kracht van ons land.

HOOFDSTUK ÉÉN.

Hoofdzakelijke voorwaarden van alle defensieve inrichting.

Bij gebrek aan een akkoord over den duur van den dienstdtijd, hebben de besprekingen van de Gemengde Commissie het niet onbelangrijk gevolg gehad

dat zij in 't licht hebben gesteld de onmisbare voorwaarden die elke organisatie van de landsverdediging moet bezitten, wil zij aan haar doel beantwoorden.

Deze voorwaarden betreffen, én de vorming van den soldaat, én de organisatie van het leger.

Zooals generaal Lauwers het zegde in het verslag dat als leidraad heeft gediend voor de bespreking, « heeft de oorlog duidelijk doen uitschijnen om welke redenen de moderne soldaat lichamelijk sterker, zedelijk meer gehard, en technisch beter onderlegd moet zijn ».

Lichamelijk sterker : de uitrusting is zwaarder, de oorlog wordt in Winter en Zomer doorgevoerd, 's nachts als over dag wordt er gevochten, de aflossing vergt lange nachtelijke tochten in terreinen door de granaten omgewoeld; eindelijk hebben de verdedigingswerken eene reusachtige uitbreiding gekregen; op den Yzer deden onze soldaten hun achturendag onder de shrapnells en de bommen der vliegers.

Moreel meer gehard : op het moderne slagveld, met het gebruik in massa van mitrailleuzen, handgranaten, projectielen van alle grootte, vlammenwerpers, stormwagens, vliegtuigen, gasbommen, — en wie weet wat de toekomst nog brengen zal — heeft men eene zielskracht nodig die tegen alles bestand is om te kunnen weerstand bieden aan de ontzenuwende invloeden.

Techniek beter onderlegd : het groot getal nieuwe oorlogstuigen, hunne verscheidenheid, ingewikkeldheid, de noodzakelijkheid groepen te vormen om ze te hanteeren, vergen voor den man eene meer uitgebreide, voor de eenheid eene meer grondige onderrichting.

Maar afgezien van deze individueele vereischten, moet elke defensieve inrichting op voldoende wijze verzekeren de africhting der eenheden, de dekking van de mobilisatie en, ten slotte, den grondslag, de kern waaromheen al de krachten van het land zich scharen in geval van oorlog.

De africhting der eenheden : na de individueele onderrichting van den recruit moet men hem de collectieve onderrichting geven, in de kleine eenheden, tot in het regiment; daarna komt de africhting van de groote eenheden : I. D. en L. D.

De dekking van de mobilisatie : zooals wordt gezegd, in bewoordingen waarover ten andere wel een zeker voorbehoud kan gemaakt worden, in het besluit, eenparig aangenomen door de Gemengde Commissie : « eene mobilisatie kan slechts met zekerheid geschieden wanneer zij plaats heeft onder de bescherming van sterke en wel georganiseerde dekkingstroepen. »

De kern van het leger : voor een leger dat gemobiliseerd wordt is een grondslag, een kern noodig, die, reeds in vreedetijd bestaande, als omlijsting dient voor de gemobiliseerden. Deze armatuur wordt gevormd door de bestendige kaders (officieren en onderofficieren), door de algemeene diensten, en desnoods, door een zekere hoeveelheid bestendige troepen.

Dat deze verschillende voorwaarden onontbeerlijk zijn, dat het niet mogelijk is eene doelmatige organisatie van de landsverdediging op te vatten zonder kern, zonder dekking, zonder individueele en collectieve onderrichting, dat zegt u het gezond verstand.

Er bestaat enkel meningsverschil over de middelen om daartoe te geraken, en hier komen de twee stelsels, die tegenover elkander werden geplaatst in de Gemengde Commissie, bij den aanvang harer werkzaamheden, met elkaar in

botsing : het kazerneleger met den dienst van 18 maanden, en de « gewapende natie » met den dienst van 6 maanden.

Het meeningsverschil gaat inderdaad over heel wat anders dan over het getal maanden die moeten gewijd worden aan de africhting van de recruten.

Het gaat in werkelijkheid over de keuze tusschen twee soorten van legers.

Het is de vraag of de Belgische democratie het vooroorlogse kazerneleger zal handhaven, zonder de veelkleurige uniformen, ofwel of zij zonder aarzelen den weg zal opgaan gebaad door de Zwitsersche democratie, door de organisatie van de Gewapende Natie op hechte grondslagen.

Voorzeker, de werken en de besprekingen van de Gemengde Commissie hebben als merkwaardig gevolg gehad dat de aanvankelijke scherpe tegenstrijdigheid der meeningen ten slotte werd verzacht.

De verdedigers van den zesmaandendienst hebben aangenomen dat het ontwerp Mathieu moest gewijzigd en aangevuld worden.

Generaal Maglinse heeft anderzijds tegen wat hij noemde « de revolutionnaire vorm van de 6 maanden » een *evolutieven* vorm voorgesteld, die werkelijk ingegeven is door een geest van verzoening.

Nochtans, bij het lezen van de verslagen der Gemengde Commissie, komt men al spoedig tot de overtuiging dat in den geest van de militaire leden dier Commissie, evenals van de meerderheid der burgerlijke leden, er geen ander middel bestaat om de nationale verdediging te verzekeren buiten het staande leger, het kazerneleger.

Voor hen is het inderdaad in de kazerne dat in de eerste plaats de lichamelijke, moreele en technische vorming van den soldaat moet geschieden; is het in de kazerne dat men over de onontbeerlijke troepen moet beschikken voor de onderrichting der kaders; is het in de kazerne dat, zonder onderbreking, de duizenden onderrichte manschappen zich moeten bevinden, bestemd voor de dekking, de mobilisatie, de samentrekking; is het in de kazerne ten slotte dat ten minste ééne klas, die het recrutenonderricht heeft doorgemaakt, de kern moet vormen waaromheen, in geval van oorlog, zich komt scharen de massa der teruggeroepen, der reservisten, die men slechts beschouwt als halve, derde, vierde, vijfde gedeelten van soldaten.

Niets kenmerkt dien geestestoestand beter dan het volgend gesprek dat in de Gemengde Commissie plaats had tusschen den voorzitter, den heer P.-E. Janson, en luitenant-kolonel Schmidt, die gelast was verslag uit te brengen over de uitslagen van zijne studiereis naar Zwitserland, en namelijk over de stelsels in dit land in zwang voor het africhten der recruten :

« DE VOORZITTER. — Wanneer die soldaten hun onderrichtingstijd hebben voltooid is er dus heelemaal geen leger meer?

» Luitenant-Kolonel SCHMIDT. — Neen, Mijnheer de Voorzitter. Gedurende twee of drie maanden, in den Winter, zijn namelijk de kazernen ledig, de arsenalen gesloten. Er is geen leger meer.

» De heer D'HUART. — Op stuk van zaken bestaat er geen Zwitsersch leger; er bestaat eenvoudig eene africhting van den soldaat. »

Dus voor de leden van de Gemengde Commissie is er geen leger buiten het staande leger, het leger van 100,000 man die onder de wapens blijven tusschen de vier muren van de kazernen, om voor alle gebeurlijkheid vaardig te staan.

Dit is juist het tegenovergestelde van de opvatting van Jaurès, op zoo gelukkige

wijze uitgedrukt en aangevuld na den oorlog door generaal Percin in zijn boekje : *L'Armée de demain*. Voor hen beiden, en voor ons, bestaat het leger, het leger van morgen, dat voor de verdediging van het land de beste waarborgen oplevert, en den militairen geest zoo weinig mogelijk afbreuk doet, niet uit mannen die zich in de kazerne bevinden waar zij onderricht worden, maar integendeel uit degenen die de kazerne hebben verlaten omdat hunne africhting is voltooid.

« Het is in de school van de recruten, zegt generaal Percin, dat men den leerling-soldaat onderricht. De man, als rekrut, is slechts soldaat wanneer hij deze school verlaat. Zoolang hij er is behoort hij tot geene oorlogseenheid. De oorlogseenheden zijn uitsluitend samengesteld uit burgers-soldaten. »

Tusschen de twee opvattingen bestaat dus niet enkel een verschil wat de hoeveelheid betreft, — het getal maanden dienst, — er bestaat vooral een verschil wat de hoedanigheid betreft : de quaestie te weten of de kazerne eene militaire school (— de school der recruten —), moet zijn, ofwel, bovendien een depot voor de reeds afgerichte troepen, die doorlopend onder de wapens, blijven wachten op het oogenblik dat zij moeten in actie komen.

Ons wetsvoorstel benadert zooveel mogelijk het eerste stelsel. Het tracht het militaire statuut van het land overeen te brengen met de democratische instellingen die wij sedert den oorlog verwezenlijkt hebben. Voor zoover het initiatief der Kamerleden kan bijdragen tot de oplossing van een zoo omvattend en zoo moeilijk vraagstuk, tracht het voorstel het streven der arbeiders naar verlichting der militaire lasten overeen te brengen met hetgeen de veiligheid van het land vereischt.

Om het te billijken willen wij in oogenschouw nemen de onontbeerlijke voorwaarden die elke defensieve organisatie vergt, en aanduiden door welke middelen deze voorwaarden kunnen verkregen worden zonder een langdurig verblijf in de kazernen.

HOOFDSTUK II.

De vorming van den soldaat.

§ 1. — *De lichamelijke vorming.*

Iedereen is het er over eens dat deze lichamelijke voorbereiding heden ten dage zoo goed als niet bestaat, ten minste voor de volksjeugd.

Men ontbolstert ze zoo goed als 't kan bij hunne intrede in de kazerne en volgens verouderde en gebrekkige methoden.

Welnu, 't is niet in de kazerne dat de lichamelijke voorbereiding van de toekomstige soldaten moet geschieden; wel van te voren; buiten de kazerne door middel van de schoolgymnastiek; door de praktijk van sport en scouting vanaf de schooljaren tot het einde der jongelingsjaren.

Het is, daarenboven, overbodig op het eerste punt aan te dringen : het op 5 Juli 1921 door de heeren Destrée en Devèze ingediende wetsontwerp op de lichamelijke opleiding voorziet daarin.

Wat betreft de lichamelijke opleiding van de jeugd, vanaf het verlaten der school tot het binnentreden in de kazerne, is men het in 't algemeen er over eens dat zij niet een militaire voorafrichting moet uitmaken.

Het geldt kloeke mannen te vormen, geenszins soldaten te maken.

Welnu, in dit opzicht schijnt het scoutisme, — ontdaan van een zeker getal militaristische overtolligheden, die het belachelijk maken, — het ideaal te zijn voor de voorbereiding der jeugd.

Wij vinden, inderdaad, in zijn programma : de tucht, de saamenhoorigheid, de kameraadschappelijke omgang, de geest van initiatief, de lezing der kaarten, de verkenningen, het oriënteeren, de verbinding, het kampeeren, allemaal zaken die veel tijd en moeite vragen om de recruten in te prenten en die de kinderen al spelende aannemen, zoodat zij er zoodanig aan gewoon geraken dat het hun een tweede natuur wordt.

Doch, in den tegenwoordigen stand der zaken, is het scoutisme het voorrecht eener beperkte klas van jongelieden. Maatregelen dringen zich op om het voor allen bereikbaar te maken, door aan dergelijke vereenigingen toelagen van Staat, provincie en gemeente te schenken.

Dit wordt, overigens, door het ontwerp Destrée-Devèze voorzien.

Wat betreft het bewijsschrift van lichamelijke geschiktheid, met de door dit ontwerp voorziene sanctie — vroeger onder de wapens roepen gedurende twee maanden, — moet er voorbehoud worden gemaakt; het schijnt niet rechtvaardig, eene verlenging van dienstdienst te voorzien, tenzij voor de jonge lieden die zich zouden onttrokken hebben aan de verplichting, die het bewijs van slechten wil zouden hebben geleverd. Dit mag niet gelden voor degenen wier ongeschiktheid zou onvrijwillig zijn, hetzij wegens zwakheid, hetzij wegens ontbreken eener degelijke inrichting van maatschappijen tot lichamelijke opleiding.

§ 2. — *De zedelijke vorming.*

Ter vergadering van de Fransche Kamer, dd. 8 Juni 1872, hernam de heer Thiers de gedachten eener Memorie van maarschalk Bugeaud ten voordeele van den langdurigen dienstdienst, en hij beweerde dat de materiele en mechanische africhting van den soldaat oneindig minder belangrijk is dan de liefde voor het vaandel, de korpsgeest, de militaire eer en de tucht.

« Overigens, — voegde hij er bij, zoo gij niet den vijfjarigen dienst hebt, is de vorming van kaders, van goede kaders onmogelijk. »

Men heeft dezelfde argumenten zien opduiken toen het gold den dienstdienst tot op drie jaar te verminderen, daarna tot op twee jaar, daarna tot op vijftien maanden.

Thans vinden wij ze weer tegen den dienst van één jaar, of van zes maanden bij al degenen die er niet toe komen zich volledig los te maken van de opvatting van een beroepsleger, dat buiten de natie staat.

Wij zien zelfs officieren, wier democratische strekkingen niet twijfelachtig zijn, zooals generaal Cabra, die volhouden dat de kazerne moet hervormd worden tot eene ware school van zedelijke opleiding en heropleiding, met achtien of twee jaren dienst.

In deze opvatting, zou de militaire opleiding verbonden worden met het naschoolsch onderwijs en het vakonderwijs. Elken dag zouden er eenige uren worden besteed aan de recruten-school; het overige gedeelte van den dag aan de verstandelijke en zedelijke vorming.

De hoofdreden, welke generaal Cabra aanvoert tot staving van zijne stelling,

is de onontbeerlijkheid van een verblijf, van een lang verblijf in de kazerne om aan de recruten de noodige zedelijke vorming te geven.

« De moraal van den militair, de militaire hoedanigheden, zal ik zeggen, welke niet kunnen ontbeerd worden door een leger dat niet van te voren wil verslagen zijn, kunnen enkel verkregen worden in de militaire omgeving. »

Is het noodig te zeggen dat wij er zoo ver mogelijk van afstaan deze zienswijze te deelen en ons te vereenigen met een stelsel dat, overigens buitengewoon veel zou kosten.

Voorzeker kan men aannemen dat de militaire omgeving kan nuttig zijn om aan de recruten de gewoonte te geven van de nauwgezette tucht, welke de « kracht » der legers uitmaken; men kan zelfs aannemen dat voor de jonge lieden, die aan beide uiteinden van de sociale ladder zijn geplaatst, — de zacht gebakerden en de ruw gebakerden, — eenige maanden dienst op zedelijk gebied meer goed kunnen doen dan kwaad.

Maar van de kazerne een werktuig te willen maken van vorming, van zedelijke opvoeding — en van eene bijzondere moraal : die van den militair — is rechtstreeks ingaan tegen het beginsel zelf dat moet dienen als grondslag der defensieve inrichting van 's lands verweer.

Luitenant-kolonel Emile Mayer zegt terecht in een der vernuftigste en verstandigste boeken welke door den Grooten Oorlog zijn ingegeven geworden ⁽¹⁾ :

Men dient niet uit het oog te verliezen dat de kazerne (of liever het opleidingskamp) geen ander doelwit meer heeft dan de africhting van den jongen soldaat. De opvoeding heeft niets met de zaak gemeens, zij komt niet eens in aanmerking. De invoering van het stelsel der gewapende natie brengt met zich dat het nutteloos (en tevens onmogelijk) is aan het leger een anderen geest in te prenten dan dien der Natie, te weten : aan de militairen denkbeelden in te geven die tegenover die der burgers staan, met hun een ideaal voor te stellen van een ander soort, met bij hen een bijzonder eergevoel te ontwikkelen door min of meer kunstmatige middelen. Men is er toe gekomen te beseffen dat de officieren, om het leger te vormen, slechts menschen moeten gebruiken welke reeds door de familie en door de school zijn voorbereid. Er blijft nog alleen, om deze voorbereiding te volledigen, aan de recruten de technische kundigheden te verschaffen welke den wapenstiel uitmaken.

Voor het overige, wat 's lands verdediging vooral eischt, is niet de *moraal van den militair*, maar de *moraal van den burger*; niet het « automatisme », de lijdelijke gehoorzaamheid welke als van zelf losspringt op de bevelen der oversten; 't is het bewuste initiatief, de vaste wil om te strijden voor een rechtvaardige zaak, de liefde voor een vaderland, dat men wenscht te verdedigen omdat het waard is verdedigd te worden; welnu, het zijn niet de « theorieën in de soldatenkamers », het presenteeren van het vaandel, de aanspraken van de militaire overheden, welke die liefde tot het vaderland zullen doen ontstaan; dergelijke middelen kunnen eene zekere waarde hebben in een beroepsleger; in een leger van burgers zijn zij even ondoelmatig als overbodig.

Kan er overigens aan getwijfeld worden dat, tijdens den jongsten oorlog, de eindzege van de Entente-volkeren op de Centrale Rijken, vóór alles, het gevolg is geweest van het overwicht der burgermoraal op de militaire moraal?

Te dien opzichte is er geen getuigenis dat meer indruk maakt dan dat van

(1) *La Guerre d'hier et la Guerre de demain*, Paris, Garnier.

generaal Ludendorff, hoofd van het meest militaristische leger, wien de strijd der vrije natiën voor hunne wettige verdediging, deze diep welsprekende bekentenis afdwong :

Te Berlijn kon men onze opvatting van de noodzakelijkheden van den oorlog niet deelen, noch den stalen wil vinden, welke zich meester maakt van gansch een volk en nog slechts één enkele gedachte doet heerschen : de oorlog en de overwinning. De groote Europeesche democratiën zijn er toe gekomen : Gambetta in 1870-1871, Clémenceau en Lloyd George onder den oorlog, hebben krachtig hunne volkeren ten dienste gesteld van de overwinning.

Het zou juister zijn te zeggen dat het de volkeren van Frankrijk en van Engeland zijn die hunne regeeringen ten dienste hebben gesteld van de overwinning. Zij hebben overwonnen, omdat zij den wil hadden te overwinnen : en deze wil, deze « stalen wil », die te Berlijn ontbrak, dien hebben zij niet in de kazerneschool verworven, maar wel in de school van het leven en van de vrijheid.

§ 3. — *De technische vorming.*

Met generaal Lauwens hebben wij aangenomen dat het getal, de verscheidenheid, de ingewikkeldheid der nieuwe oorlogstuigen voor den soldaat eene meer omvattende, voor de eenheden eene grondigere africhting vergen.

Evenmin is ons ontgaan wat luitenant-colonel Schmidt in de gemengde commissie als zijn meening voorbracht, dat namelijk door deze ontwikkeling van de techniek, de dienstdtijd, zooals in Zwitserland (vijftig werkelijke dagen voor de infanterie), ontoereikend is geworden ; anderen heeten het bespottelijk.

Daarom, met inachtneming van deze beschouwingen en ook van het verschil dat er bestaat tusschen België en Zwitserland op het gebied van verdedigingsvoorwaarden, hebben wij van eerst af aangenomen dat het verblijf in de school der rekruten langer moest duren.

Ons wetsvoorstel bepaalt op zes maanden den duur van den dienst voor al de wapens.

Die termijn werd ook door Jaurès aangenomen, in een land waar de dienstduur altijd langer geweest is dan bij ons.

« In zijn boek, *L'Armée nouvelle*, — zegt generaal Percin, — heeft Jaurès zes maanden voor iedereen voorgesteld. Hij heeft dit cijfer voorgesteld om niets af te doen aan de ingewortelde meeningen ; want in het Fransche leger wordt aangenomen dat een soldaat na vier of vijf maanden dienstdtijd kan gemobiliseerd worden.

» Men kan het cijfer van zes maanden aannemen, dat tusschen 1914 en 1918 door geene der vijf laatste klassen werd overschreden ⁽¹⁾. »

Deze voor iedereen gelijke dienstdtijd biedt een voordeel van moreelen aard waarop het niet noodig is nadruk te leggen. Men moet zich evenwel afvragen of het, wegens dringende redenen van technischen aard, niet moet aangenomen worden dat men voor sommige bijzondere wapens zich daarin niet te streng mag toonen.

(1) *L'Armée de demain*, blz. 8.

. In zijn verslag voor de Gemengde Commissie, verslag dat terecht werd geprezen, heeft luitenant-kolonel Schmidt er op gewezen dat, zoo de Zwitsersche infanterie goed is, de artillerie daarentegen het meest te wenschen overlaat :

« Deze minderwaardigheid, zegt hij, vloeit niet enkel voort uit het feit dat het voorspan geïmproviseerd wordt; maar vooral uit het feit dat de diensttijd veel te kort is. De africhting duurt slechts 75 dagen en omvat de oefeningen te voet, de oefeningen te paard en zelfs het scherp schieten. »

Anderzijds, in het relaas over zijne studiereis in Zwitserland, in Italië en in Frankrijk heeft de heer Hubin aangedrongen op het feit dat zes maanden, en zelfs twaalf maanden, of achttien maanden, ontoereikend konden zijn voor het africhten van de manschappen die oorlogstuigen zouden moeten hanteeren als de tanks, de auto-mitrailleuzen, de vliegtuigen :

Al de vakmannen, en ik behoor tot dezen — zegde hij — weten dat er tijd noodig is om een vak te leeren. Men moet niet enkel het mechanisme van het vak bij benadering kennen zoo men het werktuig dat men bestuurt al het mogelijke wil doen opleveren; men moet daarin leven, men moet er één mede worden; ik ben overtuigd dat, wanneer aan recruten moet aangeleerd worden vliegtuigen, auto-mitrailleuzen, auto-kanonnen, stormwagens te besturen, heel het speciaal en ingewikkeld oorlogstuig te gebruiken, men op zes maanden tijds voorzeker wel een zekeren uitslag zal bereiken, maar men zal geene mannen vormen die met hun strijdtuig ten volle vertrouwd zijn, hetgeen nochtans onontbeerlijk is voor den oorlog.

Dient men rekening te houden met de beschouwingen van luitenant-kolonel Schmidt en van den heer Hubin, en dient men aan te nemen 1° voor sommige wapens een verschillenden diensttijd, 2° eene aanwerving, door het vrijwilligerschap, van verschillende categorieën van technici?

A. — EEN VERSCHILLENDE DIENSTTIJD.

Ons wetsvoorstel bepaalt een gelijken diensttijd voor al de wapens. Totdat men ons het tegenovergestelde bewijst blijven de onderteekenaars van meening dat de zes maanden van de school der recruten voldoende mogelijkheid verschaffen om de africhting van den soldaat zoowel bij de bereden troepen als bij de infanterie te verzekeren, wanneer men er toe besluit voor de bereden troepen ruiters en mannen, die 't verzorgen van paarden kennen, aan te werven.

Schrijver van deze toelichting zou evenwel niet weigeren zich aan te sluiten bij een langeren diensttijd voor zekere bijzondere wapens, indien het onomstootbaar bewezen werd dat het noodig is.

Deze ongelijkheid van lasten, die tegenwoordig bestaat, geeft aanleiding tot bezwaren.

Laten wij echter opmerken dat het meer in schijn is dan in werkelijkheid.

Zijn de lasten opgelegd in vredetijd aan de bijzondere wapens ietwat zwaarder, men mag niet vergeten dat in oorlogstijd de soldaten der infanterie over het algemeen de zwaarste beproevingen hebben te doorstaan.

Het vroegere instructiereglement voor den infanterist in Duitschland zegde reeds :

« De infanterie draagt het zwaarste gewicht van den strijd en lijdt de ergste verliezen, maar daarentegen komt haar ook de meeste roem toe. »

Daar is heden nog niets aan veranderd :

De taak voor de infanterie is zwaar, zegt Ludendorff; deze oorlog heeft het eens te meer bewezen. Onwrikbaar staan, onder het roffelvuur van den vijand, in modder en slijk, in water en koude, met honger en dorst, ofwel wegge-loken liggen, ineengekrompen, in de schuilhokken, in de holen en kelders, wachtend op een talrijkeren vijand, en uit het veilige schuilhok springen om, met den dood voor oogen, den verderfzaaienden vijand te ontmoet te snellen, — daarvoor moet ge een held zijn.

Al degenen die gedurende den laatsten oorlog het lot van den infanterist, van den armen voetganger, hebben kunnen vergelijken met dit, bij voorbeeld, van de mannen der bereden artillerie, zullen zonder moeite aannemen dat deze laatsten het in vreedstijd wel wat harder mogen hebben.

B. — TECHNISCH ONDERLEGDE VRIJWILLIGERS.

Aan den heer Hubin moet men toegeven dat zes maanden niet volstaan om specialisten te vormen, belast met de leiding van vliegtuigen, stormwagens, auto-kanonnen en ander oorlogstuig.

Wij zullen echter doen opmerken dat er in meest al de gevallen geen quaestie zal zijn van deze specialisten te *vormen*, maar wel van ze te *vinden* onder de burgers die deel uitmaken van de jaarlijksche lichting.

Is het niet mogelijk in enkele maanden tijds — en vooral niet in de kazerne! — een mecanicien te vormen, een auto-voerder, een paswerker van eerste gehalte, dan is het integendeel volkomen doenbaar van dezen mecanicien, van dezen auto-voerder, van dezen paswerker een geschoold soldaat te maken, geschikt voor de auto-kanonnen en de stormwagens.

Destemmer is dit waar, daar de toenemende ingewikkeldheid van het oorlogstuig geenszins voor gevolg heeft dat het moeilijker te hanteeren is.

De volmaaktheid van het tuig en de vaardigheid van hem die er zich moet van bedienen, staan niet op ééne lijn, zegt luitenant-kolonel Mayer. De verhouding bestaat veeleer in tegenovergestelden zin. De 73^{er} is een wonder van mechaniek en van balistiek; dat belet niet dat de kanonniers hunne zaak spoediger en gemakkelijker aanleeren dan hunne voorgangers in de artillerie. Wat vroeger in twaalf « slagen » geschiedde, vergt er thans nog slechts drie of vier, en daar de aanwerving heden ten dage meer dan ooit verstandige en onderriichte jongelingen aanbrengt, is het ook niet te verwonderen dat de militaire opleiding thans met meer spoed dan vroeger kan doorgedreven worden ⁽¹⁾.

Feitelijk komt het vraagstuk van oorlogstuigbehandeling hoofdzakelijk neer op het vraagstuk van aanwerving, van uitlezing, van africhting der recruten om ze op te leiden tot de bijzondere militaire kundigheden die het best met hunne burgerlijke geschiktheid overeenkomen.

Dergelijke uitlezing kon moeilijk of zelfs onmogelijk wezen, ten tijde dat het leger aangeworven werd enkel onder de armste arbeiders, onder de « ongeschoolden ». Heden ten dage is dat niet meer zóó, en de gewapende natie moet de noodige specialisten vooral onder de burgerlijke vakmannen vinden.

Eveneens moet er worden naar gestreefd om, zoo spoedig mogelijk, de handelsvliegtuigen om te zetten in krijgsvliegtuigen — in plaats van met zware

⁽¹⁾ *La Guerre d'hier et la Guerre de demain.* Paris, Garnier.

kosten aanzienlijke stocks vliegtuigen te verzamelen, die na weinig tijds verouderd zijn —; eene der voornaamste bekommelingen van de militaire overheden moet zijn : reeds in vreedstijd voor elk bijzonder vak *the right man on the right place* te zetten.

Niettemin kan men aannemen dat, om de redenen door den heer Hubin opgegeven, en, zooals wij verder zullen zien, om de dekkingsvereischen, het noodzakelijk wezen kan enkele duizenden soldaten-technici bestendig in dienst te hebben. Het oprichten van deze kern van bijzondere troepen wordt, inzonderheid, gebillijkt door de tactische waarde der vliegtuigen, der stormwagens, der auto-kanonnen, enz. Anderdeels is het onbetwistbaar dat de zending van deze geleiders van hoofdzakelijk belang is, en wel veel belangrijker dan die der mitrailleurs, of der kanonniers van deze tuigen.

Om de aanwerving van dit personeel, dat zelfs met machtneming van de aflossingen weinig talrijk zal wezen, te verzekeren, voorzien wij vrijwillige dienstnemingen, met gelijkstelling van graad, soldij en loon.

Het voorstel van den heer Hubin om deze bijzondere troepen aan te werven door middel van vrijwillige dienstnemingen of wederdienstnemingen, heeft vanwege sommige militaire leden van de Gemengde Commissie bezwaren uitgelokt.

Inzonderheid deed men opmerken dat, zoo duizenden manschappen als technici vrijwillig moesten dienst nemen; de aanwerving der kaders (officieren en onderofficieren) thans nog meer dan vroeger op groote bezwaren zou stuiten.

Hier nogmaals rijst het zeer duidelijk onderscheid tusschen de twee tegenover elkaar staande opvattingen. Naar onze meening, moet het bestendige kader van het leger bestaan uit een betrekkelijk gering getal beroepsofficieren en beroepsgegradeerden.

Wat de reserve-officieren en onderofficieren betreft, aarzelen wij niet het stelsel aan te nemen dat in Zwitserland en vooral in Zweden in zwang is, namelijk eene verlenging van den dienstdtijd voor de jongelingen die middelbare of hogere studien hebben gedaan.

In Zweden — aldus Majoor De Krahe — moeten zij die het ingangsexamen tot de Universiteit hebben afgelegd, vier maanden langer dienen dan de andere militairen der diensten waarbij zij ingelijfd zijn, en zij moeten studeeren om reserve-officier te worden. Wie studien gedaan heeft die liggen tusschen de lagere school en de Universiteit, doet twee maanden dienst meer en wordt reserve-korporaal of reserve-onderofficier. De actiet dienende militairen worden aangeworven onder de vrijwilligers ⁽¹⁾.

Deze dienstdtijd van verschillenden duur voor de geletterde jongelingen werd in België verdedigd door general Selliers de Moranville, doch stuit op bezwaren vanwege degenen zelf die met de meeste krachtdadigheid het beginsel der gewapende natie voorstaan.

Niet zonder redenen vreest men dat in een maatschappelijken staat, waar het middelbaar en het hooger onderwijs schier het uitsluitend voorrecht zijn van den gegoeden stand, de aanwerving der kaders onder de gediplomeerden een kommando tot stand brenge, dat hoofdzakelijk uit « bourgeois » bestaan zou.

Dat is schier onbetwistbaar.

Men moet echter opmerken dat deze toestand verholpen kan worden door het

(1) Gemengde Commissie, tweede boek.

feit dat de « meest begaafden » toegang krijgen tot de studiën, en niet door vrijwillige dienstdieningen die, wanneer zij talrijk voorkomen, een uiterst zware last kunnen worden.

Anderdeels valt het niet te betwijfelen dat de aanwerving van de kaders, wanneer zij grootendeels in het leger zelf geschiedt, door verlengden dienstdienst voor mannen die vooraf in de rangen hebben gestaan, oneindig meer democratisch zal zijn dan de vorming in de militaire scholen, die gedeeltelijk voor den invloed van buiten zijn gesloten, en waarvan de officieren slechts den soldaat kennen in de mate dat zij later met hem in voeling willen komen.

In zake het beginsel zelf van den verschillenden dienstdienst volgens den graad van geleerdheid, schijnt het ons billijk dat, zoo in oorlogstijd de *bloedschatting* gelijk moet zijn voor iedereen, in vredetijd echter de *tijdschatting* klimmend moge wezen zooals de schatting of belasting in geld.

Kortom, met inachtneming van het gemaakte voorbehoud en de aangewezen verbeteringen, is de zesmaandendienst ruim voldoende voor de lichamelijke, zedelijke en technische vorming van de recruten.

Wanneer men tot grondslag neemt de eenmaal verplichtend geworden voorbereiding der jeugd, en men er zich op toelegt de vroegere methoden van louter mechanische opleiding te weren, waarvan nog te vele sporen overblijven, dan zijn twee maanden voldoende voor de individueele opleiding van een infanterist; en daaronder begripen wij ook de specialisten der infanterie, mitrailleurs, seiners, telephonisten, fusiliers of granaatwerpers, — al deze specialiteiten kunnen in weinig tijds worden aangeleerd, vooral wanneer men recruten uit de industriele streken voor handen heeft.

Gedurende de vier overige maanden zou de recruit bij voortduur het aangeleerde in beoefening brengen, en dan mag men staande houden dat, na zes maanden, de vorming van den recruit volledig zou wezen.

Dit punt wordt overigens door niemand ernstig betwist. De tegenstrevers van den zesmaandendienst dringen vooral aan op het onvoldoende in zake africhting der eenheden, dekking der mobilisatie en samentrekking der troepen, en, ten slotte in zake het kader zelf van het leger.

Op deze bezwaren antwoorden wij verder.

HOOFDSTUK III.

De inrichting van het leger.

In stede van het kazerneleger, vraagt ons voorstel :

- 1° De lichamelijke voorbereiding der jeugd;
- 2° De school der recruten voor den termijn van zes maanden;
- 3° De herhalingsoefeningen.

Deze naar een nieuw type opgevatte inrichting van 's lands verdediging moet, evenals het staande leger, de africhting der eenheden verzekeren, de mobilisatie dekken, aan de defensieve krachten van het land een sterk kader geven. Wij gaan achtereenvolgens elk dezer drie punten onderzoeken.

§ 1. — De africhting der eenheden.

Eens de individueele opleiding van den soldaat op twee maanden verkregen, zoo kan de africhting der kleine eenheden, — volgens de meening van de

troepen-officiëren welke wij geraadpleegd hebben, — gemakkelijk gedurende de vier overblijvende maanden geschieden.

De voltooiing der persoonlijke opleiding, en de africhting der eenheden tot en met het regiment, zijn overigens samenhoorig; de eene geschiedt tegelijkertijd als de andere.

Blijft te onderzoeken de africhting der groote eenheden : I. D. en L. D.

Dit is, inzonderheid, een vraagpunt dat den dienst van den Staf aangaat, en deze africhting kan gemakkelijk met den zesmaandendienst plaats hebben.

Inderdaad, de krijgsbewegingen bestaan uit drie deelen : de voorbereiding tot de beweging, hare uitvoering en de bespreking derzelve.

Voorbereiding en bespreking zijn bureelwerk, waarin de troep niets te zien heeft. Wat de uitvoering betreft, deze beperkt zich voor den troep in het marcheeren, zich verspreiden in slagorde, het stelling nemen, enz., welke dingen door hem in den loop der dagelijksche oefeningen gestadig worden uitgevoerd.

Bij de krijgsoefeningen, vereischt men, wel is waar van den soldaat een hoogere prestatie ten opzichte van het uithoudingsvermogen en van den weerstand aan de vermoeidheid. Het is door een geëigende opklimming van de instructie dat men den recrút er zal toe brengen. Overigens, een jonge man, die normaal ontwikkeld is en reeds door eene jarenlange lichamelijke africhting voorbereid is, heeft niet veel tijd noodig om tot het gewenschte uithoudingsvermogen te geraken.

Doch het gebruikelijk argument van de bestrijders van den zesmaandendienst is, dat voor de instructie der kaders, voor de africhting der officieren en onder-officiëren, het onontbeerlijk is, dat de eenheden volk genoeg tellen; dat de vredeseffectieven er niet als geraamten uitzien.

Wij verwijzen hen, zonder meer, naar de reeds vermelde verklaring van luitenant-kolonel Schmidt voor de Gemengde Commissie.

Zij betoogt op zeer klare wijze dat in Zwitserland, met een veel geringeren dienstdtijd, de gewapende Natie, door de herhalingsoefeningen, door eene redematige regeling der terugroepingen, aan dit problema eene oplossing geeft, waarvan hij de uitmuntende uitkomsten vaststelt.

In de jaren welke volgen op het verlaten van de school der recrúten — zegt hij — wordt de jonge Duitscher voor herhalingsoefeningen teruggeroepen... Deze talrijke terugroepingen maken, dat elk jaar, de keureenheden, bij de herhalingsoefeningen, zeven klassen onder de wapens hebben (11 tot 15 dagen).

Het zijn oprechte jaarlijksche krijgsoefeningen gedaan met zeer sterke effectieven. Herinneren wij ons, dat er in ons leger gewoonlijk geene twee teruggeroepen klassen waren en dat wij de krijgsoefeningen deden met een maximum van vier klassen. De groote manoeuvres hadden, bij ons, voor dezelfde troepen om de negen jaar plaats!

Deze herhalingsoefeningen maken, inderdaad, elk jaar een ware mobilisatie uit. Men eischt de trek- en rijpaarden op; men spant de rijtuigen in, enz. Daarna voeren de eenheden bewegingen uit per regiment, per divisie, per legerkorps, met belangrijke effectieven, hetgeen grootelijks de instructie der officieren bevordert. Dit is een weinig kostend stelsel, zeer nuttig in militair opzicht en bij de staande legers ongekend.

Wat de uitkomsten betreft, — want de boom moet geoordeeld worden naar zijne vruchten — deze worden door luitenant-kolonel Schmidt in één volzin samengevat :

« Ik kan getuigen dat de vorming der officieren zeer goed is. Dit is ook de meening van de vreemde officieren welke ik heb geraadpleegd. »

§ 2. — *De dekking.*

Toen deze quaestie, waarvan iedereen het groot belang erkende, voor de Gemengde Commissie werd gesteld, had de heer Hubin, die verlangde over sommige besluiten een eenstemmig akkoord tot stand te brengen, voorgesteld te zeggen :

« De dekking der mobilisatie kan op onderscheidene wijzen tot stand worden gebracht. »

Dit voorstel werd niet aangenomen.

Men verkoos een tekst ingegeven door generaal Maglinse, luidende :

« Er is geene mobilisatie mogelijk zonder sterke en goed afgerichte dekkingstroepen. »

Dit was voorzeker een aanneembare formule, want zij bevestigt enkel eene klaarblijkende waarheid; maar het was ook een dubbelzinnige formule, daar zij, zonder het uitdrukkelijk te zeggen, er naar streeft te doen aannemen dat, om de dekking te verzekeren, er noodzakelijkerwijs een staand leger van kazernetroepen noodig is.

Welnu, zelfs wanneer het een land van groote uitgestrektheid betreft, zooals Frankrijk, waar de mobilisatie en de samentrekking langzamer geschieden dan in België, aarzelt generaal Percin niet te beweren dat het niet zoo is :

Met de tegenwoordige inrichting, — zegt hij, — is de waarborg der dekking een hersenschim.

Reservisten en territorialen, uit de grensstreken zelf herkomstig, ter plaatse gerecru-teerd, in de dorpen rondom dewelke zij zullen te schieten hebben, zouden veel eerder op hun post aankomen dan de troepen van het vredeseffectief. Te dien einde zouden reeds te voren loopgraven kunnen worden aangelegd op punten waar men den vijand zou willen tegenhouden; ofwel zou de aanlegging er van worden voorbereid, zoodanig dat het binnen zeer korten tijd kan worden gedaan. In de nabijheid der loopgraven zou men opslagplaatsen geredemaken, waar de manschappen hunne wapens en schietvoorraad zouden vinden. Deze manschappen zouden te hunnent hunne kleeding- en uitrustingstukken bezitten. Zij zouden in compagnieën zijn ingedeeld, onder het bevel van in de streek wonende oversten.

Ieder jaar zouden ze worden opgeroepen voor oefeningen van acht en veertig uur. Een dicht tramnet, eene werkzame vervoerinrichting zouden hun toelaten zich op enkele uren tijds naar hun post te begeven.

Met tevens hun Vaderland en hun haardstede te verdedigen, zouden zij tegenover den vijand een onverwinklijken weerstand stellen ⁽¹⁾.

Generaal Percin, na de ervaring van den oorlog, herneemt dus deze gedachte van Jaurès, dat de dekking kan verzekerd worden door de mobilisatie ter plaatse in de grensstreken. Hij neemt aan dat dergelijk stelsel mogelijk is in Frankrijk, waar er achttien mobilisatiegebieden zijn en waar men verscheidene dagen noodig heeft om de samentrekking der troepen te verwezenlijken. Met des te meer reden kan het in België evenzoo geschieden, waar, dank zij de geringe uitgestrektheid van het grondgebied en de menigvuldigheid van de spoorwegen, de mobilisatie en de samentrekking oneindig sneller geschieden.

Bij het eerste alarm zouden de reservisten van de met inval bedreigde zone,

(1) PERCIN, *L'Armée de demain*, Paris, Rieder, 1920.

die hunne kleeding- en uitrustingsstukken te hunnent bezitten, zich bij hunne eenheid vervoegen volgens de vooraf gegeven onderrichtingen en zouden zij den goeden gang der mobilisatie in het overige gedeelte van het land verzekeren.

Moest men, ten opzichte van de orde binnenslands, op de gevaren van dergelijk stelsel wijzen, dan zouden wij eenvoudig antwoorden :

- 1° Dat de schietvoorraad in de opslagplaatsen mag blijven ;
- 2° Dat het in de nijverheidsstreken van Zwitserland, in oogenblikken van gisting, nooit gebeurd is dat de werkstakers het geweer hebben opgenomen ;
- 3° Dat men, in diezelfde streek, in gevallen van woeling, spoedig de militieplichtigen der naburige landelijke gewesten heeft kunnen mobiliseeren.

Doch, zelfs in zake van 's lands verdediging, zijn niet al de voorstanders van de gewapende natie het eens om aan te nemen dat de mobilisatie ter plaatse, in de grensstreken, een voldoende waarborg is.

Zoo, bij voorbeeld, in Frankrijk, stelt de heer Paul-Boncour voor den diensttijd te bepalen op acht maanden in stede van zes, ten einde onafgebroken aan de grens, of vóór de grens, dekkingstroepen beschikbaar te hebben.

Anderzijds heeft de heer Hubin, in de gemengde Commissie, zeer sterk aangedrongen op de mogelijkheden en de gevaren van een overijlden aanval, met weinig talrijke troepen, doch die beschikken over hulpmiddelen en vernielingsmiddelen van eene verpletterende kracht.

Dezelfde bezorgdheid vinden wij terug in de geschriften van luitenant-kolonel Mayer en van luitenant-kolonel Fabry.

Indien werkelijk — zoo zegt de heer Fabry — Duitschland in het gebruik van het materieel het middel zoekt om de nadeelen terug te winnen, welke het gevolg zijn van zijne nederlaag, zal het zijne opzoekingen richten naar toestellen die in staat zijn om de snelheid van uitvoering te paren aan de kracht van vernietiging, ten einde slagen van eene ontzenuwende brutaliteit toe te brengen en verrassingen te verwekken, welke steeds, in een oorlog, onverhoopte uitslagen opleveren.

In deze omstandigheden kan men, met kolonel Croft, aanvallen verwachten met tanks, voorzien van gastoestellen, gepantserde vliegtuigen welke geduchte springstoffen aan boord hebben, en die zich met eene fantastische snelheid voortbewegen, elke mobilisatie verhinderen en overal wanorde en schrik verspreiden.

Om zulke aanvallen te verijdelen — bijaldien de dwaze volkeren de verzwaarde hernieuwing van de oorlogsverschrikkingen aannamen — oordeelt de heer Hubin het noodzakelijk daartegenover geschikte verdedigingsmiddelen te stellen. Hij wenscht een sterke legermacht met het oog op de eerste ontmoeting, welke zeer snel kan gemobiliseerd worden, voorzien van een uiterst krachtig materieel, en, om dit materieel in werking te brengen, stelt hij voor, bij wijze van vrijwillige dienstneming of wederdienstneming, « kernen » van specialisten aan te werven.

Reeds gaven wij aan in welke mate wij tot dit voorstel toetreden.

Dank zij eene verstandige uitlezing der recruten, kan het grootste gedeelte dezer specialisten gevonden worden. Anderzijds, kan er geen sprake van zijn, op bestendige wijze een geducht materiaal bij de hand te hebben, dat ongehoord veel geld zou kosten en weldra onbruikbaar zou zijn. De eenige redelijke handelwijze zou zijn : elk jaar een zeker aantal machines « up to date » te vervaardigen of aan te werven, en alles te voorzien opdat de fabricatie in oorlogstijd op elken

oogenblik kan in gang gesteld worden. In afwachting zouden de vrijwilligers het betrekkelijk geringe getal specialisten leveren, welke de kernen van de samentrekking der troepen zouden uitmaken.

§ 3. — *Het kader.*

Deze quaestie beheerscht al de overige.

Niemand ontkent dat, om een ernstige weermacht samen te stellen, ieder leger, van in vreedstijd, moet bestaan uit een keur, een kader (bestendige kaders, algemeene diensten, wederdienstnemenden, enz.).

Het is echter klaar dat de samenstelling van dit kader kan veranderen met de hoedanigheid der binnengeroepen troepen.

Het moet noodzakelijkerwijs zeer sterk zijn, indien de weder onder de wapens komende manschappen, vóór den kazernetijd, geen de minste voorbereiding hebben genoten en, sedert hun verblijf in de kazerne, geene de minste ernstige militaire africhting hebben gehad; indien zij — zooals het veeltijds het geval was voor de oudere klassen — bijna alles vergeten hebben wat zij gedurende hun dienst hadden aangeleerd.

Het mag, daarentegen, minder sterk zijn, indien de militaire hoedanigheid der weder onder de wapens komenden beter is en indien men kan aannemen dat, wegens de genomen maatregelen, de weder binnengeroepen soldaat afgericht blijft en niets, of bijna niets van zijne militaire opleiding heeft vergeten.

Ons voorstel wil tot die uitkomst geraken door een samenstel van schikkingen waarvan men hierna de toelichting vindt, en door den kazernetijd tot het minimum te verkorten.

A. — DE ALGEMEENE DIENSTPLICHT.

Aan het hoofd van ons wetsvoorstel stelden wij het beginsel, eenparig door de gemengde Commissie aangenomen, dat alle burgers moeten medehelpen aan de verdediging van het land.

De duur van de militaire verplichtingen zou vijf en twintig jaar bedragen, waarvan zes in het actief dienende leger, negen in de reserve van het actief dienende leger, tien in het territoriaal leger.

Het actieve leger met zijne reserve zou het eigenlijke verdedigingsleger uitmaken.

In een wetsvoorstel dat, in hoofdzaak, voor doel heeft de verkorting van dienstdtijd, willen wij niet uitweiden over de rol die zou toegeschreven worden aan het territoriaal leger.

In den geest van den schrijver dezer toelichting, zou het kunnen ingedeeld worden in twee reeksen en *mutatis mutandis* gelijk gesteld met de burgerwacht, ontdaan, wel te verstaan, van haar karakter van klasse-inrichting.

De eerste reeks zou, in voorkomend geval, kunnen opgeroepen worden om de leemten aan te vullen in het leger. De tweede zou belast worden met de bewaking der gemeenten (politie, verkeer, verkeerswegen en diensten achter het leger).

Anderzijds zou het territoriaal leger, samengesteld uit menschen van rijperen leeftijd, vermoedelijk kalmer en bedaarder, en behoorend tot al de klassen van

de bevolking, beter dan de jongere soldaten kunnen belast worden met de ordediensten die de burgerwacht heeft te verzekeren.

De opleiding der militieplichtigen omvat in ons voorstel drie stadions : 1^o de lichamelijke vorming van de jeugd; 2^o de school der recruten; 3^o de terugroeping en de herhalings-oefeningen.

B. — DE LICHAMELIJKE VORMING.

Wij hadden vooreerst gearzeld als bekrachtiging aan te nemen de vervroegde oproeping van de militieplichtigen die niet in 't bezit zouden zijn van het getuigschrift van voorbereiding; het lijdt inderdaad geen twijfel dat, indien het getal der niet voorbereiden belangrijk zou zijn, dit stelsel den instructietijd, zoo vermoeiend voor de kaders, merklijk zou verlengen, vooral met die meerdere terugroepingen per jaar.

Wij hebben ons ten slotte na ernstige overweging toch aangesloten bij het stelsel van de vervroegde oproeping, daartoe gebracht door de vergelijking van de uitslagen van den vervroegden dienst met die van het onder de wapens houden na het aftreden der klas.

Het is eene billijke bekrachtiging van de verplichting voor zooverre, wel te verstaan, dat de onbekwaamheid van den militieplichtige moet geschoven worden op lamelendigheid of slechten wil; zij bereidt den militieplichtige voor, om, zoodra zijn klas is binnengeroepen, dezelfde militaire onderrichting te krijgen als zijne kameraden; en eindelijk, gesteld op twee maanden, — wat 416 uren uitmaakt naar *rato* van 8 uren per dag, — kan zij op doeltreffende wijze het gemis aan voorbereiding tijdens de jeugd verhelpen.

Anderzijds kan men de bezwaren voor de kaders verlichten door het groepeeren van de vroeger binnengeroepen in eenheden die sterker zijn dan eene compagnie of een bataillon, hetzij in het regiment, hetzij zelfs in de divisie, wat het ten honderd der « vervroegden » zal aangeven.

Wat betreft de voorwaarden van het bekwaamheidsexamen, blijkt ons de tusschenkomst van den Minister van Landsverdediging tegelijk met die van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, volstrekt noodzakelijk. Men mag niet aan de militaire overheid alleen het bepalen der voorwaarden overlaten, zoodat de vervroegde binnenroeping de regel zou kunnen worden in de plaats van de uitzondering.

C. — DE SCHOOL DER RECRUTEN.

Tot staving van de artikelen van ons wetsvoorstel waarbij de duur van den actieven dienstitjd bepaald wordt, met andere woorden, de duur van het verblijf in de « School der Recruten », hebben wij niets toe te voegen aan de hooger uiteengezette beschouwingen.

Ons artikel 9 voorziet de inlijving per militair jaar, maar met drie oproepingen die zouden kunnen geschieden met 1/3 klas te gelijk, met een tusschenruimte van vier maanden.

Onder die voorwaarden, en met inachtneming van het feit dat de individueele africhting niet meer dan twee maand zal duren, zal men altijd 1/3 klas afgerichte soldaten onder de wapens hebben, die samen met de vrijwilligers de kern vormen van de teruggeroepen. Gedurende vier maanden van het

jaar — de gevaarlijke maanden van het goed weer — zullen er twee derden van de onderriichte klassen te gelijkertijd aanwezig zijn, wat zonder de vrijwilligers ongeveer 30,000 man bedraagt.

Merken wij tevens op dat de vroegere klassen, onmiddellijk beschikbaar, en waarvan de opleiding verzekerd is door de jaarlijksche terugroepingen, het effectief van het actief leger in drie of vier dagen tot 350,000 man zou brengen.

D. — HERHALINGSOEFENINGEN.

Door artikel 10 van ons wetsvoorstel worden in den loop van de vijf jaren die volgen op het verlaten van de school der rekruten, twee terugroepingen van veertien dagen ingesteld, daarbij twee proeven van mobilisatie en samentrekking, die niet langer dan zes dagen mogen duren.

Deze proeven van mobilisatie zouden voor doel hebben, 1° de reserves te mobiliseeren; 2° de samentrekking ervan uitvoeren om weerstand te bieden aan een aanval waarvan het thema iedermaal verschilt. Zij strekken tot hetzelfde doel als de eigenlijke terugroepingen : verhinderen dat de manschappen zouden vergeten wat zij hebben geleerd in de school der rekruten.

Zij houden bovendien zekere mobilisatie-factoren in volle werking te brengen die thans te veel terzij gelaten worden : de gendarmerie, de gemeentebesturen, de spoorwegen, de depôts, en zelfs de inwoners, in het etappen- en het concentratiegebied.

Zooals wij het hebben gezegd, zijn deze terugroepingen van zes of van veertien dagen onontbeerlijk, zoowel om er bij den soldaat de opgedane kennis in te houden, als om het uitvoeren van de legeroefeningen toe te laten die moeten dienen voor de africhting der staven en der kaders.

Theoretisch gesproken zouden wij het Zwitsersche stelsel nog meer willen benaderen; dit stelsel omvat een veel korteren duur dan de recrutenschool, maar met herhalingsoefeningen gedurende zeven achtereenvolgende jaren. Men mag echter niet vergeten dat in een land als het onze die al te talrijke na-oefeningen zware moeilijkheden zouden ontmoeten. Kortom, twee terugroepingen van vijftien dagen en twee mobilisatieproeven kunnen volstaan, op voorwaarde dat men, zooals ons artikel 10 zegt, de verplichte oefening van het schieten oplegt (10 tot 15 patronen per jaar).

Om met zoo weinig mogelijk kosten en moeilijkheden deze schietoefeningen te verzekeren zou men in elk kanton een kleinen *stand* kunnen inrichten, waar de mannen naar het hun past, en wanneer zij willen, de patronen zouden verschieten die hun jaarlijks worden toegekend. Dit stelsel bestaat in Zwitserland. Het kost weinig, is gemakkelijk toe te passen, en schijnt zeer goede uitslagen op te leveren. De wijzen van toepassing van dit stelsel zouden nader moeten bestudeerd worden. Wij geven u daarover de navolgende beschouwingen, die naar onze meening gemakkelijk in de praktijk zijn te brengen.

Een *stand* van ten hoogste honderd meter (Zwitsersche stelsel) zou in elke kantonhoofdplaats worden opgericht. Die zou bestuurd worden en onderhouden door een oorlogsinvalide, die ook eene kantien bij den *stand* zou mogen oprichten (Hij zou in den *stand* moeten wonen en voor het materieel moeten zorg dragen).

Daar zou gevestigd worden de schietvereeniging van het kanton, waarin al de militieplichtigen van het kanton zouden ingeschreven zijn. Deze vereeniging

zou in het bezit zijn van eenige geweren, en zou van den Staat de patronen ontvangen die voor één jaar noodig zijn.

Het aanteekenen van de schietoefeningen zou in gewone tijden gedaan worden door den aangestelden invalide, of wanneer er veel leden opkomen, door een lid van het comiteit der vereeniging (in het boekje van den militieplichtige).

De Staat zou tusschenkomen, naar evenredigheid van het getal leden, voor den aankoop van kleine prijzen voor de beste schutters (jaarlijksehe prijskampen).

De militieplichtigen die het getal patronen, voor het jaar toegekend, niet zouden hebben verschoten, wat op het mobilisatieboekje zou aangeteekend staan, zouden eenige dagen langer onder de wapens worden gehouden. Met vier jaar lang 15 patronen elk jaar te verschieten zouden de mannen hun tegenwoordig getal patronen verschoten hebben, of ongeveer toch, en met een beteren uitslag.

De inrichting der *stands* zou niet veel kosten en ongetwijfeld zal het plaatselijk initiatief met den tijd nog de reglementaire inrichtingen verbeteren.

Dit stelsel biedt het voordeel min kostend te zijn dat het huidige stelsel, want de jaarlijksehe schietperiode houdt de teruggeroepen manschappen drie weken onder de wapens, niet anders dan om schietoefeningen te verrichten (inkwartiering, soldij en voeding van duizenden manschappen gedurende drie weken).

E. — AANWERVING VAN DE TECHNISCHE TROEPEN.

Artikel 15 van ons voorstel voorziet wederdienstnemingen van één tot vijf jaar, voor de aanwerving der technische troepen waarvan de heer Hubin de belangrijkheid heeft aangetoond, zoowel ten opzichte van de noodwendigheden der dekking als van het legerkader.

Wij hebben het niet noodig geoordeeld in bijzonderheden te treden over de voordeelen welke zouden moeten verleend worden aan deze categorie van specialisten, wier getal, overigens, zeer beperkt moet zijn. Zeggen wij vooral, dat de leiders van belangrijke tuigen, die alleen, of nagenoeg alleen, de verantwoordelijkheid dragen voor het onderhouden, het leiden en het behandelen er van, ook dienovereenkomstig zullen moeten bezoldigd worden.

F. — TOEGEVOEGDE KADERS.

Bij ons artikel 14 wordt een verschillende diensttijd ingevoerd voor de jongelieden die middelbare of hogere studiën doen en die door de militaire overheden zouden aangewezen worden om toegevoegde officieren of onderofficieren te worden.

Het legerkader moet, inderdaad, de noodige toegevoegde kaders vinden wanneer het op oorlogsvoet moet gebracht worden. Doch het is wenschelijk dat deze toegevoegde kaders zooveel mogelijk door het vrijwilligerschap worden aangeworven.

Het is te voorzien dat de ondergeschikte kaders altijd goed zullen voorzien zijn : a) omdat niets belet dat, bij het verstrijken van den termijn, de best onderlegde militieplichtigen worden bevorderd tot graden in de reserve en dat zij er de ambtsverrichtingen van hun graad uitoefenen gedurende de terugroepingsperiodes ; b) omdat de vrijwilligers zelf gegradeerde reservisten onder de gepensionneerden zouden opleveren ; c) omdat men bij den troep zelf het noodige aantal gegradeerden zal vinden.

Wat de officieren betreft, schijnen de thans toegepaste maatregelen voldoende te zijn. Zij zouden nochtans kunnen aangevuld worden door andere maatregelen, zooals :

1° De homologatie van de universitaire diploma's kan worden afhankelijk gemaakt van de voorwaarde dat de recipiendaris het examen van reserve-officier hebbe afgelegd ;

2° Uitstel der studiën zou slechts gegeven worden op voorwaarde zich te verbinden het examen van reserve-officier af te leggen.

Daarenboven zouden sommige voordeelen kunnen verleend worden aan de reserve-officiëren die zich aan terugroepingen op gezette tijden zouden onderwerpen.

G. — GEWESTELIJKE AANWERVING.

Bij artikel 15 van ons voorstel wordt de gewestelijke aanwerving ingesteld.

De burgers welke hun dienstdienst hebben voltooid in de scholen der recruten, worden in afdeelingen ingedeeld welke, ieder met een bepaald gedeelte van het grondgebied overeenstemmen. De aanwerving geschiedt ter plaatse; de burgers worden ingedeeld bij de eenheden die overeenstemmen met het gedeelte van het grondgebied waar zij hunne werkelijke woonplaats hebben.

Voor hetgeen de noodzakelijkheid der dekking betreft, hebben wij aangetoond dat de gewestelijke aanwerving het logisch gevolg is van het stelsel der gewapende natie.

Zoo is het ook voor wat het kader betreft : de samenhoorigheid, de korpsgeest, die in de beroepslegers voortvloeit uit een lang kazerneverblijf, kan onder het regiem van den verkorten dienstdienst niet bestaan dan door de vorming van eenheden waarin al de mannen elkaar kennen, omdat zij tot dezelfde streek behoren, ja zelfs tot dezelfde gemeente.

Voorzeker zou men kunnen begrijpen dat jongelieden, uit alle hoeken des lands komende, zich in de school der recruten ontmoeten, mits daarna in gewestelijke afdeelingen te worden ingedeeld.

Doch de moeilijkheden op het gebied van de taal en van de opleiding der recruten, de gewichtige bezwaren die er voor de militieplichtigen uit voortvloeien, daar hunne drillmeesters al te vaak hunne taal slechts op onvoldoende wijze spreken, de billijke wensch der recruten om niet te ver van hunne familie gekazerneerd te worden, hebben ons hetzelfde stelsel doen aannemen voor de recruten-scholen als voor de gewestelijke afdeelingen.

Wij zijn er overigens van overtuigd dat, in een land waar zooveel gemeenschappelijke belangen, dagelijks burgers in aanraking brengen, die niet dezelfde moedertaal hebben, het bevredigen van de taalgeschillen door de aanwerving ter plaatse meer zal doen voor 's lands eenheid dan de verplichte samenwoning, gedurende eenige maanden, in de kazerne, van de militieplichtigen welke uit onderscheidene gedeelten van het grondgebied zijn gekomen.

Kortom, wij zijn er vast van overtuigd dat het mogelijk is eene defensieve inrichting tot stand te brengen welke, door de lichamelijke voorbereiding van de jeugd, door de verbetering en de strengere toepassing der methoden van het militair onderwijs, door de jaarlijksche herhalings-oefeningen, door de totstandbrenging van technische kernen, door den samenhang die voortspruit, niet uit

het verblijf in de kazernen, maar uit de gewestelijke aanverwing, zal toelaten den diensttijd met vele maanden te verkorten, en daardoor zelfs de verpletterende lasten van de oorlogsbegrooting te verminderen.

Ons wetsvoorstel, dat steunt op den zes-maanden-dienst, beantwoordt aan de betrachtingen der massa. Ontegenzeggelijk staat het in het teeken der evolutie wier vertrekpunt ligt in het beroepsleger, buiten de natie zelf staande, om het uiteindelijk te vervangen door de natie zelf, tot eigen verdediging gewapend.

Wij ontduiken ons bovendien niet dat er gebreken en tekortkomingen aan zijn.

Voor leeken is het moeilijk een ontwerp van dezen aard tot stand te brengen; maar anderzijds is het onmogelijk daartoe uitsluitend af te gaan op beroepsmilitairen.

Dezen kunnen zich al te moeilijk losmaken, al ontkennen zij zulks en trachten zij er tegen in te gaan, van de opvattingen en de ingewortelde meeningen die zij in 't oude leger hebben opgedaan.

Zich uitsluitend plaatsend op een technisch standpunt gaat hunne voorkeur onvermijdelijk naar den soldaat die enkel soldaat is, en die, door de praktijk van het militaire beroep in de koloniën of elders, eene beroepsondervinging opdoet waarop de reservist van de gewapende natie geen aanspraak kan maken :

« Geef mij 700,000 beroepssoldaten, zei generaal de Castelnau, en ik trek Europa rond. »

Misschien!

Maar het zijn juist die Europeesche reizen, die eindigen te Waterloo of te Moscowa, die de volkeren voortaan vast besloten zijn te vermijden; en daarom wordt er in alle landen getracht naar de afschaffing der hinderpalen die eertijds den soldaat, die een beroepssoldaat was, afscheidde van de overige burgers.

Voor den oorlog scheen Jaurès alleen te staan wanneer hij beweerde dat de gewapende macht eener natie in hare reserve lag.

Thans vindt men die stelling, die een gemeenplaats is geworden, terug in al de militaire geschriften.

Wij vinden de bekentenis daarvan in een pas verschenen werk van het hoofd van den algemeenen staf van het Fransche leger, door luitenant-kolonel Mayer aangehaald :

« Wij moeten, zegt dit stuk op bladzijde 14, uit de gebeurtenissen de les trekken die zij inhouden... Op het oogenblik van het gevaar zal het actieve leger voortaan nog enkel een klein deel zijn van de gewapende natie; onze echte militaire macht ligt in onze reserves; wij moeten dus met het oog daarop wetten en regelingen maken. »

Welnu, om bij machte te zijn op het oogenblik van het gevaar gansch de gewapende natie te been te brengen, moet het militair onderricht gegeven worden aan al de burgers van af den vreedestijd; maar anderzijds moet de duur van den dienst zeer kort zijn, zoo men wil vermijden dat deze algemeene verplichting lasten medebrengt die financieel en economisch al te verpletterend zouden zijn.

Wij gaan dus overmijdelijk naar eene legerinrichting die steunt, niet op de militaire hoedanigheden van de beroepssoldaten, maar op de burgerlijke hoedanigheden van alle ingezetenen die in staat van wettige zelfverdediging verkeerden. En dat in den modernen oorlog deze burgerdeugden uiteindelijk de bovenhand hebben op de andere, heeft niemand met meer kracht gezegd dan de grootste generaal die misschien ooit bestaan heeft, Napoleon zelf :

« De uitvinding van het schietpoeder, zegde hij, had een geweldigen invloed op het militaire stelsel. Waarin ligt de kracht van den generaal sedert deze revolutie? In de hoedanigheden van den *burger*. De blik, het talent, de geest, de menschenkennis, dat alles is burgerlijk... De generaal die groote dingen doet en degene die het meest *burgerlijke* hoedanigheden bezit, wordt door den soldaat gehoorzaamd en geëerbiedigd enkel omdat hij *beschouwd wordt* als hebbende de meeste bekwaamheid. Men moet den soldaat hooren spreken in het bivouac. Hij acht den generaal die kan rekenen hooger dan dengene die het meest moed bezit.

» Ik wist wel wat ik deed toen ik, als legergeneraal, den titel aannam van « membre de l'Institut ». Ik was er zeker van begrepen te worden door den kleinsten tamboer. »

Hooveel treffender blijkt de waarheid van deze woorden nog, thans dat de verdediging van het land al de hulpmiddelen, al de industrieele krachten, al de technische hoedanigheden van de Natie in werking brengt. Meer dan ooit zijn het bij de soldaten als bij de oversten de burgerlijke hoedanigheden die hoofdzaak zijn. In vrede als in oorlog moet daarop het land kunnen rekenen.

ERILE VANDERVELDE.

* *

Wij hebben in artikel 7 van het voorstel niet de voor-oproeping van twee maanden overgenomen voor de militieplichtigen die het bewijs van een bepaalde lichaamsgeschiktheid niet hebben ingebracht.

Wij zijn van meening dat de in dit geval te nemen maatregelen in overeenstemming moeten zijn met de bepalingen eener wet op de lichamelijke opleiding; dit is een van de redenen waarom wij aan een Koninklijk besluit de zorg overlaten de reglementaire voorschriften dienaangaande te bepalen.

* *

Wij laten artikel 8 weg (vrijstelling van broeders) omdat deze bepaling niet opgenomen is geworden door de samengeordende wet van 5 Augustus 1923.

* *

In artikel 11 (art. 10 van het nieuwe wetsvoorstel), voorzien wij twee terugroepingen van 8 en uitzonderlijk van 9 dagen (twee Zondagen omvattende) omdat uit de ervaring is gebleken dat een redematig gebruik van den tijd toelaat een zelfden uitslag te bekomen met 8 dagen, als met de terugroepingen van 15 dagen.

Vergelijking van het gebruik van den tijd gedurende de terugroepingsperioden :

Huidige terugroepingen van 15 dagen.	Terugroepingen van 8 à 9 dagen (twee Zondagen omvattende).
Woensdag : binnenkomst.	Zaterdagnamiddag : binnenkomst.
Donderdag : uitrusting.	Zondagochtend : uitrusting.
Vrijdag : vertrek naar het kamp.	Zaterdagnamiddag : vertrek naar het kamp.
Zaterdag : <i>halve nuttige dag</i> . namiddag : inspectie.	Maandag : <i>nuttige dag</i> .
Zondag : vrijaf.	Dinsdag : <i>id.</i>
Maandag : <i>nuttige dag</i> .	Woensdag : <i>id.</i>
Dinsdag : <i>id.</i>	Donderdag : <i>id.</i>
Woensdag : <i>id.</i>	Vrijdag : <i>id.</i>
Donderdag : <i>id.</i>	Zaterdag : <i>id.</i>
Vrijdag : <i>id.</i>	Nacht van Zaterdag tot Zondag : vertrek naar het depôt.
Zaterdag : <i>halve nuttige dag</i> . namiddag : inspectie.	Zondagochtend : aflegging der uitrus- ting.
Zondag : vrijaf.	Zaterdagnamiddag : terugkeer naar huis.
Maandag : vertrek naar het depôt.	
Dinsdag : aflegging der uitrusting.	
Woensdag : terugkeer naar huis.	
Te zamen : zes <i>nuttige dagen</i> .	Te zamen : zes <i>nuttige dagen</i> .

Op die wijze, zou de nuttige tijd voor de oefeningen niet verminderd zijn, terwijl de belanghebbenden (de teruggeroepen militairen) slechts een week aan salaris zullen verliezen.

* * *

In artikel 12 (art. 11 van het nieuwe wetsvoorstel) bepalen wij niet het bedrag van de dagelijksche vergoeding voor de familie van den teruggeroepene; deze vergoeding kan bij Koninklijk besluit worden vastgesteld naar gelang van de economische toestanden van het oogenblik.

HIPP. VANDEMEULEBROUCKE.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi modifiant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service et réduisant la durée du temps de service.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de militie, de legerwerving en de militaire verplichtingen en tot verkorting van den dienstdtijd.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1 et 2 des lois de milice coordonnées sont remplacés par les dispositions suivantes :

I. — Tous les citoyens doivent concourir à la défense du pays.

Pendant la durée de leur terme de milice, les citoyens valides sont mobilisés à l'armée ou dans les industries nécessaires à la guerre.

Le recrutement de l'armée a lieu par des appels annuels, des engagements, ou rengagements, volontaires.

Les appels annuels s'étendent, dans les limites fixées par la loi du contingent, à tous les inscrits de la levée.

II. — La durée du terme de milice est fixée de la manière suivante :

Six années dans l'armée active.

Neuf années dans la réserve de l'armée active.

Dix années dans l'armée territoriale.

La durée du terme de milice prend cours :

1° Pour les volontaires, à partir du 15 septembre qui suit la date où ils ont 16 ans accomplis ou qui suit la date de leur engagement, s'ils sont âgés de plus de 16 ans;

2° Pour les miliciens et les volon-

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 1 en 2 der samengeordende militiewetten worden door de volgende bepalingen vervangen :

I. — Al de burgers moeten tot 's lands verdediging bijdragen.

Gedurende hunnen militietermijn worden de weerbare burgers gemobiliseerd bij het leger of in de voor den oorlog noodige bedrijven.

De werving van het leger geschiedt bij jaarlijksche oproepingen en bij vrijwillige dienstnemingen of wederdienstnemingen.

De jaarlijksche oproepingen omvatten, binnen de grenzen bepaald door de wet op het contingent, al de ingeschrevenen der lichteing.

II. — De duur van den militietermijn wordt bepaald als volgt :

Zes jaar bij het actieve leger;

Negen jaar bij de reserve van het actieve leger;

Tien jaar bij het territoriaal leger.

De duur van den militietermijn gaat in :

1° Voor de vrijwilligers, vanaf den 15 September volgende op den datum, waarop zij volle 16 jaar oud zijn, of volgende op den datum hunner dienstneming, indien zij meer dan 16 jaar oud zijn;

2° Voor de militieplichtigen en de

taires de milice, à dater du 15 septembre qui suit la date de leur incorporation.

ART. 2.

La préparation des citoyens à la défense nationale comprend trois phases :

- 1° L'éducation physique de la jeunesse;
- 2° L'école des recrues;
- 3° Les rappels ou exercices de répétition.

ART. 3.

L'éducation physique est obligatoire dans tous les établissements d'instruction dirigés par l'État ou subsidiés par lui.

ART. 4.

Les jeunes ayant dépassé l'âge de la scolarité ou ne fréquentant aucun établissement d'instruction sont tenus à s'inscrire dans les sociétés d'éducation physique agréées. Des arrêtés royaux déterminent les conditions et les effets de l'agrément.

ART. 5.

L'éducation physique est placée sous la direction exclusive du corps enseignant et de spécialistes désignés par l'Office national d'éducation physique, organisé à cet effet par le Ministre des Sciences et des Arts.

ART. 6.

Le Ministre des Sciences et des Arts, après avoir pris l'avis du Ministre de la Défense Nationale, déterminera les conditions d'un examen d'aptitude physique auxquels pourront se présenter les jeunes gens qui ont accompli leur dix-huitième année.

Les examinés seront classés en suf-

militievrijwilligers, vanaf den 15 September volgende op den datum hunner inlijving.

ART. 2.

In de opleiding der burgers tot 's lands verdediging zijn er drie stadiums :

- 1° De lichamelijke opvoeding der jongelingschap;
- 2° De school der recruten;
- 3° De wederoproeping en herhalingsoefeningen.

ART. 3.

De lichamelijke opvoeding is verplichtend in al de onderwijsgestichten, door den Staat bestuurd of geldelijk ondersteund.

ART. 4.

De jongelingen, die niet meer schoolplichtig zijn of die geen onderwijsgesticht bezoeken, zijn verplicht zich aan te sluiten bij de toegelaten maatschappijen voor lichamelijke opvoeding. De voorwaarden en de gevolgen der toelating worden bij Koninklijke besluiten vastgesteld.

ART. 5.

De lichamelijke opvoeding staat uitsluitend onder de leiding van het onderwijzend korps en van vakkundigen aangewezen door den Nationalen Dienst voor lichamelijke opvoeding, daartoe ingericht door den Minister van Kunsten en Wetenschappen.

ART. 6.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen, stelt, na het advies van den Minister van Landsverdediging te hebben ingewonnen, de voorwaarden vast van een examen van lichaamsgechtheid, waarvoor de jongelingen van volle achttien jaar zich kunnen aanmelden. Zij, die werden onderzocht, worden

fisants et insuffisants. A ces derniers, il sera indiqué en quoi ils ne répondent pas aux exigences de l'examen et comment ils peuvent y remédier. Ils auront la faculté de se représenter aux épreuves suivantes.

ART. 7.

Des arrêtés royaux détermineront les mesures à prendre envers ceux qui, malgré les avertissements et conseils ci-dessus, n'auront pas justifié d'une aptitude physique normale, sauf si leur inaptitude physique n'est pas imputable à un manque volontaire de préparation.

ART. 8.

L'article 52, litt. A, des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

Le Gouvernement fixe les époques auxquelles les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire. Les jeunes gens appartenant à une même classe de milice sont appelés en trois tranches et dirigés vers une École de recrues aussi rapprochée que possible de leur résidence.

ART. 9.

L'article 52, litt. B, des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

En dehors des rappels le service actif s'effectue d'affilée.

Le temps de présence des miliciens à l'École des recrues est de six mois.

ART. 10.

Au cours des cinq années qui suivent la sortie de l'École des recrues, il y a

ingedeeld in voldoende en onvoldoenden. Aan deze laatsten wordt aange-
wezen in welk opzicht zij niet voldoen aan de eischen van het examen en hoe zij dat kunnen verhelpen. Zij kunnen zich opnieuw aanmelden voor de volgende proeven.

ART. 7.

Bij Koninklijk besluit zullen de maatregelen worden bepaald betreffende degenen die, ondanks bovenstaande waarschuwingen en raadgevingen, het bewijs niet hebben ingebracht van een normale lichamelijke geschiktheid, behalve, indien hunne lichamelijke ongeschiktheid niet te wijten is aan een vrijwillig verzuim van opleiding.

ART. 8.

Artikel 52, litt. A, der samengeordende militiewetten wordt gewijzigd als volgt :

De Regeering bepaalt op welke tijdstippen de voor den dienst aangewezen manschappen aan de militaire overheid afgeleverd worden. De jongelingen behorende tot eene en dezelfde militieklas, worden in drie reeksen opgeroepen en aangewezen voor eene School van recruten, zoo dicht mogelijk bij hunne verblijfplaats gelegen.

ART. 9.

Artikel 52, litt. B, der samengeordende militiewetten wordt gewijzigd als volgt :

Buiten de wederoproeping wordt de actieve dienst achtereen gedaan.

De militieplichtigen moeten gedurende zes maanden in de School der recruten aanwezig zijn.

ART. 10.

In den loop der vijf jaren volgende op het uittreden uit de School der re-

deux rappels de 8 à 9 jours et deux épreuves de mobilisation et de concentration, dont la durée ne dépassera pas six jours.

En dehors de ces rappels, les miliciens sont tenus, pendant leur terme de service actif, à des exercices annuels de tir, dont les conditions sont fixées par arrêté royal.

ART. 11.

Si le militaire rappelé est père de famille, il reçoit une indemnité par jour valide par enfant. Cette indemnité est payée à l'épouse ou à la personne qui a la charge de l'enfant.

Un arrêté royal déterminera le montant de cette indemnité.

Nul ne peut être privé de son emploi à raison de l'accomplissement de ses devoirs militaires. Tout ouvrier ou employé, à l'expiration des périodes de rappel, devra être réintégré dans son emploi, sans que le salaire ou les avantages accordés puissent être réduits.

ART. 12.

L'article 68 des lois de milice est abrogé. (Nécessité du consentement du Ministre de la Défense Nationale pour contracter mariage.)

ART. 13.

Les articles 59, 60 et 61 des lois de milice coordonnées sont remplacés par les dispositions suivantes :

Des engagements volontaires peuvent être contractés par tout Belge, à partir de l'âge de 16 ans.

Les jeunes gens réunissant les conditions d'aptitude requises peuvent, après l'accomplissement de leur terme de service actif normal ou de leur terme de milice, contracter des engagements d'une

cruten, zijn er twee wederoproeping van 8 tot 9 dagen en twee proeven van mobilisatie en concentratie, waarvan deduur niet zes dagen overschrijden zal.

Buiten die wederoproeping moeten de militieplichtigen deelnemen, gedurende hunnen actieven diensttijd, aan jaarlijksche schietoefeningen, waarvan de voorwaarden bij Koninklijk besluit bepaald worden.

ART. 11.

Is de wederopgeroepen militair huisvader, dan ontvangt hij eene dagelijksche vergoeding per kind. Deze vergoeding wordt uitgekeerd aan de echtgenoot of aan den persoon die voor het kind zorgen moet.

Bij Koninklijk besluit wordt het bedrag dezer vergoeding vastgesteld.

Niemand mag van zijne betrekking ontzet worden wegens het vervullen van zijne militaire plichten. Elke werkmán of bediende moet, na het verstrijken van den tijd der wederoproeping, in zijne betrekking hersteld worden, zonder dat het loon of de verleende verdiensten mogen verminderd worden.

ART. 12.

Artikel 68 der militiewetten wordt ingetrokken. (Vereischte inwilliging van den Minister van Landsverdediging om te trouwen.)

ART. 13.

De artikelen 59, 60 en 61 der samengeordende militiewetten worden door de volgende bepalingen vervangen :

Vrijwillige dienstnemingen kunnen door elken Belg, vanaf den leeftijd van 16 jaar, aangegaan worden.

De jongelingen, die aan de gestelde vereischten van geschiktheid voldoen, kunnen, na het voleindigen van hunnen normalen actieven diensttijd of van hunnen militietermijn, dienstnemingen

durée d'un à quinze ans, pour tenir dans l'armée des emplois déterminés par le Ministre de la Défense Nationale : artillerie, chars d'assaut, aviation et autres spécialités. Ils sont dès lors considérés comme réengagés.

ART. 14.

En cas d'insuffisance des engagements volontaires pour le recrutement des cadres, la durée du temps de service actif peut être prolongée respectivement de deux mois ou de quatre mois, en vue d'assurer leur préparation comme sous-officiers et officiers, pour les jeunes gens, désignés à cet effet par le Gouvernement, qui ont fait ou qui font des études moyennes ou supérieures.

A l'expiration de leur terme de service, et s'ils ont réussi leur examen, ils sont nommés officiers ou sous-officiers de complément.

ART. 15.

Les miliciens ayant accompli leur temps de service actif sont organisés en divisions correspondant chacune à une portion déterminée du territoire, qui constitue leur surface de recrutement.

Le recrutement se fait sur place. Les miliciens sont affectés aux unités correspondantes à la portion du territoire où ils ont leur résidence effective. Toutefois, pour compléter les unités des armes autres que l'infanterie, la surface de recrutement peut être plus étendue, mais sans jamais excéder les limites de la division.

ART. 16.

L'article 78 des lois de milice coordonnées est complété par les dispositions suivantes :

8° Ceux qui ont négligé de se rendre

voor een tijd van één tot vijftien jaar aangaan om zich in het leger te belasten met posten bepaald door het Ministerie van Landsverdediging : artillerie, stormwagens, luchtvaart en andere bijzondere vakken. Dan worden zij beschouwd als wederdienstnemenden.

ART. 14.

Is het getal vrijwillige dienstnemingen ontoereikend om de kaders te vormen, dan kan, voor de daartoe door de Regeering aangewezen jongelingen die middelbare of hogere studiën hebben gedaan of doen, de duur van den actieven dienst onderscheidenlijk met twee maanden of met vier maanden verlengd worden, ten einde hunne opleiding tot onderofficieren en officieren te verzekeren.

Na het verstrijken van hunnen diensttermijn, en indien zij in hun examen slaagden, worden zij tot toegevoegde officieren of onderofficieren benoemd.

ART. 15.

De militieplichtigen, die hunnen actieven diensttijd hebben voleindigd, worden ingedeeld in afdeelingen, waarvan elke overeenstemt met een bepaald gedeelte van het grondgebied, dat hun wervingsgebied uitmaakt.

De werving geschiedt ter plaatse. De militieplichtigen worden opgenomen in de eenheden overeenstemmende met het gedeelte van het grondgebied, waar zij hunne werkelijke verblijfplaats hebben. Het wervingsgebied mag echter, tot aanvulling van de eenheden der wapens andere dan de infanterie, meer uitgestrekt zijn, doch nooit de grenzen der afdeeling overschrijden.

ART. 16.

Artikel 78 der samengeordende militiewetten wordt door de volgende bepalingen aangevuld :

8° Zij die verzuimd hebben deel te

à un exercice de préparation militaire avant l'incorporation ;	nemen aan eene oefening tot militaire opleiding vóór de inlijving ;
9° Ceux qui ont négligé d'accomplir leurs obligations légales en ce qui con- cerne les exercices de tir.	9° Zij die verzuimd hebben te voldoen aan hunne wettelijke verplichtingen, wat betreft de schietoefeningen.

HIPP. VANDEMEULEBROUCKE.

MAX HALLET.

JULES DESTREE.

VICTOR ERNEST.

LÉON TROCLET.

DAAN BOENS.
